Tribune socialiste

ts

PSU

HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE 3 F 50
n° 652 du 12 au 19 avril 1975

nucléaire : à Paris le 26

portugal, vietnam, cambodge

Révo-lution : le vent du sud

Sommaire

- GISCARDISME : un réformisme bourgeois p. 4
- PARLEMENT : la collection de printemps p. 5
- PC-PS : la polémique ou la riposte ? .....p. 5
- CFDT : une interview de Jacques Moreau, responsable du secteur politique sur les relations partis-syndicats .....p. 6-7
- IMMIGRES : la façade marseillaise .....p. 8-9
- RACISME :

— l'information selon « le Méridional » .....p. 8
— la justice de mon pays .....p. 9

- RENAULT : gant de velours et main de fer p. 10
- CNA : quels axes de lutte ? .....p. 10
- VIETNAM : la paralysie américaine .....p. 11
- INDOCHINE-USA : les dominos à l'envers p. 11
- FRANCE-AFRIQUE DU SUD : la fin d'une hypocrisie .....p. 11
- ARMEE : quel syndicat ? .....p. 14
- CINEMA : parano sur un bateau ivre
- THEATRE : révolution et bonheur individuel .....p. 14

Calendrier politique

● **VIEILLESSE ET POLITIQUE**

Le 6ème congrès international de « gérontologie » se tiendra début juin à Paris. En parallèle à ce congrès des journées sur « Vieillesse et Politique » sont en préparation. Réunion le jeudi 24 avril 1975 à 20 h 30 au Tournesol, 127, rue Saint-Maur, Paris 11e (Tél. : 355.49.89).

● **EMPLOI**

L'Union régionale parisienne de la CFDT organise le 10 avril, de 17 h à 21 h, « Quatre heures pour l'emploi » à la Bourse du Travail, 3, rue du Château d'Eau, Paris 3e. Au cours d'assemblées-débats, des travailleurs en lutte parleront des actions qu'ils ont menées.

● **REFORME HABY**

Le mardi 15 avril à partir de 18 h 30, au ciné Ménil-Palace, 38, rue de Ménilmontant, Paris 20e, assemblée-débat contre la réforme Haby, organisée par la 20ème section du PSU (avec Geneviève Petiot).

● **MEETINGS PSU**

Le 18 avril, à Poitiers, avec André Barjonet ;
Le 21 avril, à Rouen, avec Christian Guerche ;
Le 23 avril, à Paris 6e, avec Pascal Gollet.

● **GARDAREM LO LARZAC**

Le film continue de circuler dans les MJC : 14-15 avril au centre de loisirs de Genève ; 16 avril à la MJC de Thones ; le 17 avril à la MJC de Faverges ; 18 avril à la MJC d'Annecy-le-Vieux.

● **FEMMES**

Un festival international de films faits par des femmes sur les femmes, organisé par l'association culturelle Alpha-Fnac, aura lieu du 23 au 29 avril au Cinéma Gaumont-Rive gauche, 155, rue de Rennes, Paris 6e (7 F la séance, 12 F la journée). Renseignements : 222.91.63.

DECOUVERTE ET CULTURE Loisirs

albanie

Séjours de 2 semaines
départs : 17/06 - 1/07 - tous les mardis jusqu'au 16/09

avec le peuple palestinien

Séjours à BEYROUTH
3 semaines en juillet et août

portugal

Circuits juillet et août
Plusieurs formules de transports et de séjours
Un permanent D.C.L. à Lisbonne

Et aussi :
SOMALIE, ALGERIE, YEMEN DU SUD, PEROU, CALIFORNIE, ROUMANIE, YOUGOSLAVIE, SUEDE, etc ...
Séjours en France : Cévennes, Pays Basque, cheval en Provence...

adhérez à D.C.L.

94 rue N.D.des Champs - 75006 Paris
Tél. 325.00.09 et 633.77.78 - ouvert de 10h30 à 19 h

7/8 juin - Meudon

Fête du PSU

José Alfonso, le chanteur portugais, sera à la Fête du PSU. Il a joué un rôle important dans la lutte contre le régime de Salazar et dans la dynamique populaire qui a suivi le coup d'Etat.

Ses chansons ont fréquemment été reprises par le peuple portugais. Elles ont créé une complicité entre ouvriers-paysans-étudiants et ont été le signe de leur rassemblement.

Pour le peuple portugais, José Alfonso est un peu le chanteur symbole de la lutte contre le fascisme et de la volonté d'aller vers le socialisme.

Dans le cadre de la Conférence Nationale Entreprise

MEETING A COLOMBES

Cinéma Colombia - rue de l'Orme, près de la mairie, le vendredi 18 avril à 20 h 30. Avec Charles Piaget, Michel Mousel et des militants ouvriers.

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN
Rédaction : 566.45.64 - **Administration** : 566.45.37 - **Publicité** : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Rédaction en chef : Philippe MARIELIE
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA
Maquette : Chantal LENDER
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

CADET-PHOTOCOMPOSITION-75009 PARIS
Imprimerie : ETC - 76190 Yvetot.

Photos : p. 7 : FOTOLIB-P. LEBRUN ; p. 11 : AFP ; p. 14 : FOTOLIB ; p. 15 : D.R.

l'adieu à Jean Benezech

Jean Benezèch nous a quitté. Militant du PSU depuis onze ans, il avait 86 ans. Comment mieux le décrire qu'en laissant la parole à sa femme : **« Votre camarade Jean Benezech était un être exceptionnel, d'une modestie qui n'existe hélas plus dans les temps que nous vivons. Il ne croyait à rien d'autre qu'à l'homme et à la dignité humaine et les dernières années de sa vie il a souffert atrocement de voir combien cette dignité se dégradait ».** Témoignant de l'isolement que son engagement politique avait entraîné par rapport à sa famille, Madame Benezech ajoute : **« Il ne restait que vous, le parti, les camarades de combat ».**

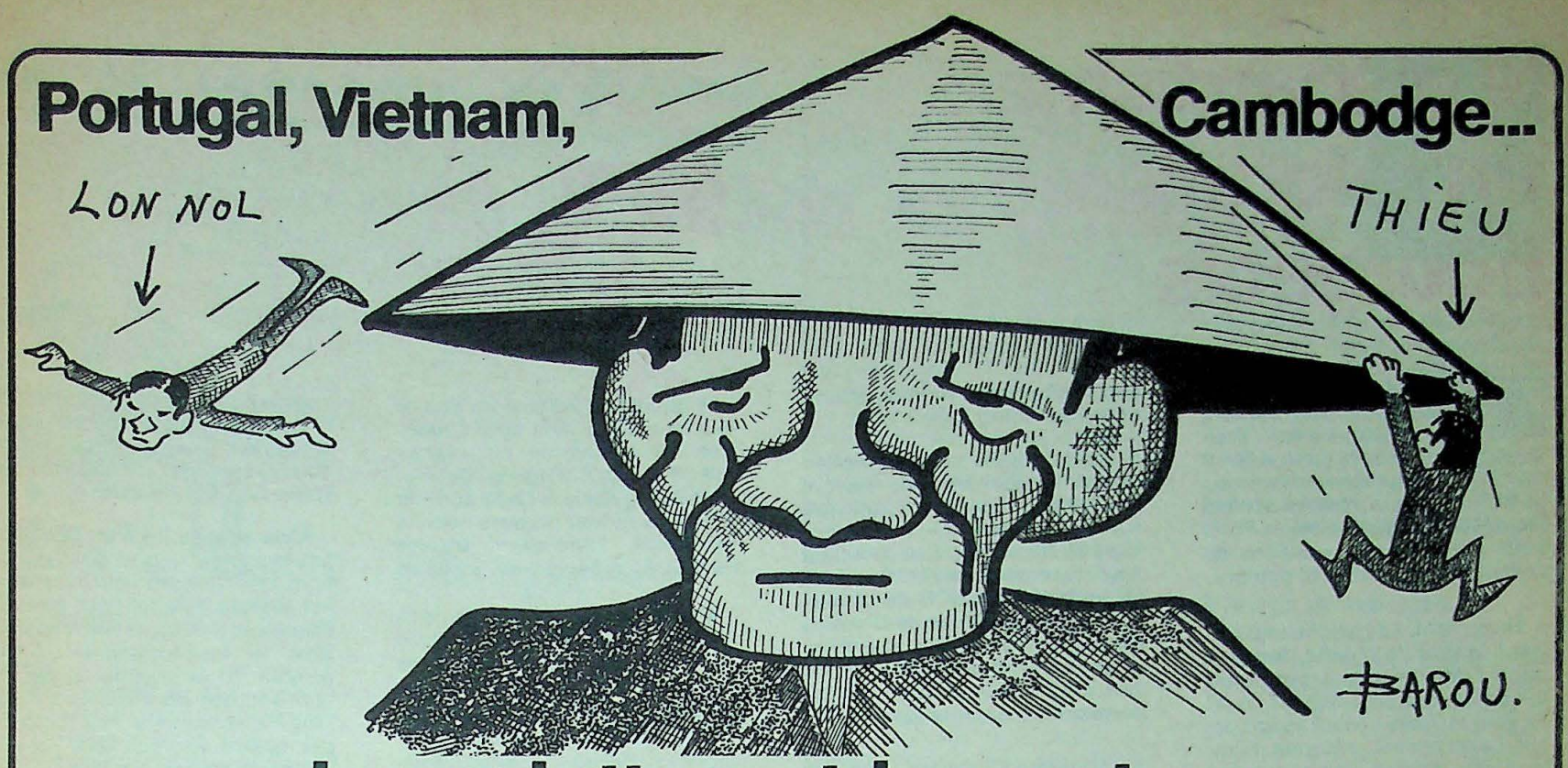
Des circonstances malencontreuses ont empêché que le parti soit présent lors de ses obsèques. Nous n'en tenons que plus à manifester ici l'attachement que nous lui portions, et le souvenir que nous garderons d'un militant qui a contribué à construire ce parti et à faire avancer l'avenir socialiste. ■

Espagne 1975

Une brochure en vente à Syros (3 F) pour la libération de tous les détenus politiques (comité de soutien à Eva Forest, etc...)

On s'est trompés

« Alternatives au nucléaires » en vente à la librairie de TS dont parlait Y. Sparfel dans le n° 651 vaut 18 F (plus 2 F de port) et non pas 15. Merci d'en prendre note pour vos commandes.



leurs luttes et les notres

Les régimes pro-américains qui s'effondrent en Indochine, Kissinger en passe de renvoyer à Stockholm son prix Nobel, les ex-colonies portugaises qui, en accédant à l'indépendance, rompent le glacis sud-africain, et le Portugal lui-même qui tente d'ouvrir une brèche révolutionnaire en Europe... ceux qui, il n'y a pas si longtemps encore, nous prophétisaient une montée inexorable de l'impérialisme devront réviser des analyses sommaires, quelque peu dépourvues de sens dialectique.

Pourtant, il ne s'agit pas de se gargariser des victoires emportées par les autres et de nous reposer sur leurs lauriers. D'abord parce qu'on ne saurait minimiser la capacité de riposter de l'impérialisme, mais aussi parce que ces succès des luttes populaires, les conditions dans lesquelles ils sont remportés, ne font qu'accroître nos propres responsabilités.

l'impasse américaine

Il serait fou d'imaginer que l'impérialisme désarme sur tous les fronts : il s'en faut de beaucoup ! L'Asie du Sud-Est ne doit pas faire oublier l'Amérique latine, celle du terrorisme de Pinochet et du régime réactionnaire et ultra répressif d'Argentine. Et le Portugal ne saurait nous cacher l'Espagne où les Etats-Unis cherchent à créer un cordon ombilical atlantique avec l'aide de Helmut Schmidt ; les intérêts nombreux que celui-ci porte à la péninsule ibérique, entre le soutien au PS portugais et la négociation avec Franco, portent une lumière instructive sur le rôle dévolu à la social-démocratie allemande en Europe. Et ce fait à lui seul rappelle combien le processus engagé au Portugal lui-même peut se heurter aux gardiens de l'hégémonie bourgeoise, comme aux « exigences supérieures » de la coexistence pacifique, et requiert de notre part non seulement vigilance, mais soutien actif et coordonné à l'échelle internationale : avec le meeting du 16 avril, le PSU a décidé d'en prendre l'initiative.

Surtout, il faut considérer que ce développement de la situation internationale est doublement lié à la crise. D'un côté, la crise est le produit de la recherche d'une nouvelle stratégie impérialiste beaucoup plus axée sur les trusts multinationaux que sur la police mondiale assurée par l'appareil d'Etat américain, ce qui n'élimine nullement leur collusion avec des pans entiers de cet appareil — le Pentagone, les Agences par exemple — mais ne fonde pas tout sur le dispositif militaire planétaire, ce qui se traduisait, par exemple, par la théorie des dominos. Ne croyons pas que le succès d'une telle stratégie, plus diversifiée et plus mobile, simplifierait nos problèmes.

Mais d'un autre côté, cette tentative provoque aux Etats-Unis des contradictions que l'appareil politique ne parvient pas à assumer : elle se heurte autant àune résistance des secteurs bellicistes — dont témoignent en particulier des déclarations pour le moins indisciplinées de certains éléments de l'état-major — et de la bourgeoisie qui représente un capitalisme plus traditionnel, plus « national » et qui — face à la crise mondiale — est plus tenté par l'isolationisme. C'est la cause fondamentale de la fragilité du pouvoir politique devant les attaques dont il est l'objet, et de l'impasse dans laquelle il semble s'être engagé, paralysé par le jeu convergent d'intérêts aussi contradictoires. Ce n'est pas seulement la politique internationale qui s'en ressent, mais aussi la politique intérieure, et notamment économique et financière. Sans doute n'est-ce pas une situation qui peut se prolonger de façon illimitée, mais c'est la situation présente et cela compte beaucoup.

Cette analyse semble avoir été celle des Vietnamiens : elle a été déterminante pour choisir l'offensive et le moment où elle est intervenue. Et c'est une leçon. Trop souvent, c'est lorsque la bourgeoisie est en difficulté que le mouvement ouvrier se montre le plus timide : n'est-ce pas une erreur stratégique impardonnable que de ne pas profiter de l'affaiblissement provisoire de l'adversaire, et d'attendre qu'il se soit renforcé pour passer à l'offensive. Le parallèle est frappant entre les problèmes des luttes anti-impérialistes au plan international, et les luttes anti-capitalistes au plan national. Et pour cause : c'est le même problème.

un nouveau front

Nous avons maintes fois affirmé la nécessité d'articuler notre soutien aux luttes anti-impérialistes avec les combats que nous menons en France. Mais rarement une illustration aussi aveuglante ne nous a été donnée de cette exigence, que celle qui nous est fournie par le Portugal. Ne serait-ce que parce qu'un front s'ouvre en Europe, et pas aux antipodes ; que des relations étroites avec la situation politique espagnole lui donnent immédiatement une dimension qui dépasse le seul problème portugais ; et qu'au delà, c'est l'ensemble des pays de la zone méditérannéenne qui devient un enjeu fondamental, nos responsabilités sont écrasantes. Mais comment ne pas voir non plus que les questions posées par le courant révolutionnaire au Portugal sur le refus d'un modèle imposé, sur la transition, sur les modes d'organisation autonome des ouvriers et des couches populaires, ce sont les questions qui se posent à nous. Et la bourgeoisie, qui cherche à casser le processus engagé à Lisbonne, est la même que celle qui impose en France le plan d'austérité.

Aussi devons-nous expliquer que notre propre mobilisation, celle de la classe ouvrière dans les pays les plus proches, et justement dans cette période précise que nous traversons, contribuera au succès de la lutte du peuple protugais comme celle-ci peut renforcer les nôtres.

Michel MOUSSEL ■

Meeting Portugal

Mercredi 16 avril,

20 h 30, à la Mutualité (Paris-V)

avec les délégués du MES, du FSP, de la LUAR

et Michel Mousel, secrétaire national du PSU

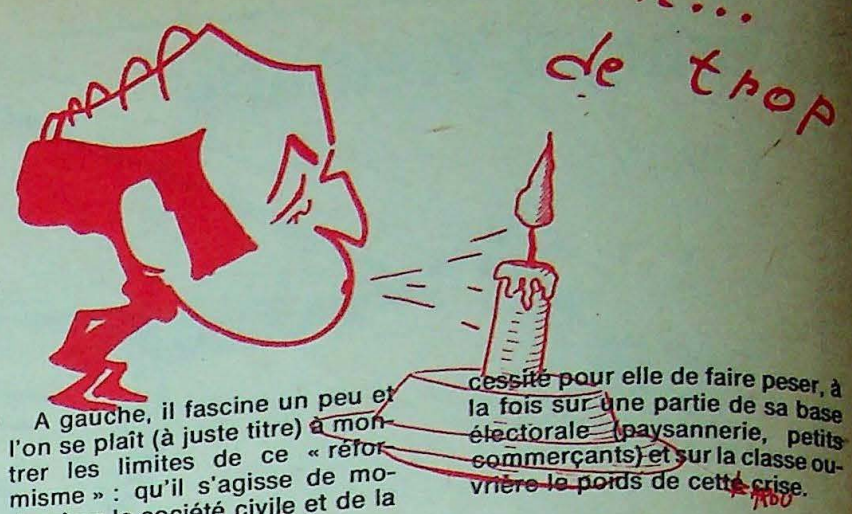
Manifestation Vietnam

Mardi 15 avril,

départ place Monge (Paris-V) à 18 h 30.

Premiers signataires : PSU, LCR, Révolution, PDUP, PLC, PCR, FSI, MDPL, comités Chili, Fraternité chrétienne pour le Vietnam, CIP, MNSPI, etc...

le giscardisme : un réformisme bourgeois



Eté 1974. Jean Daniel se demande s'il faut prendre Giscard au sérieux. Pendant que les prisons connaissent leur mai 68, la gauche est muette : le PCF attend la rentrée sociale (et la fête de l'**Humanité**), le PS le petit « show » des « assises du socialisme » des 12 et 13 octobre.

Hiver 1974. La gauche ressemble à la grande muette, fascinée par le rythme rapide des réformes mises au point par Giscard : droit de vote et droits civils à 18 ans, loi sur l'avortement, réforme pénitentiaire, amorce d'une tentative de libéralisation du service militaire, intervention au niveau de grands projets d'urbanisme visant à freiner le délire urbanistique (Halles, voie express rive-gauche, citée fleurie, etc), remise en cause des « tours », l'écologie, la femme, l'armée, les prisons, les libertés : on a l'impression que Giscard récupère dans le mouvement extra-parlementaire et gauchiste, plus que dans le programme commun, ses principaux thèmes d'intervention sur la « qualité de la vie ».

Bref le « giscardisme » s'affirme en tant que projet réformiste et tente de mordre en tant que tel sur l'électorat de gauche.

quelques râleurs

Du côté de la droite et du centre, c'est-à-dire du côté de la classe politique bourgeoise, le ralliement est total, même s'il n'est pas toujours de bon gré. Chirac, qui n'a rien d'un « gaulliste », tient l'UDR solidement. Chaque député, chaque notable de l'UDR sait très bien que toute mise en question de la politique de Giscard lui vaudrait d'être rayé de la carte politique. Et les quelques râleurs, genre Debré, s'arrangent pour doser leurs récriminations, en évitant toute fausse note.

Quand, après le « séminaire » récent de Rambouillet, Giscard fait annoncer qu'il n'y aura pas « **pour le moment** » d'élections législatives anticipées, cela vaut avertissement pour l'UDR : en effet toute velléité UDR de démarcation de la politique de Giscard, serait sanctionnée par une dissolution de la Chambre. Dans les élections qui suivraient, l'UDR perdrait son premier rang.

Du côté du centre (Républicains indépendants, réformateurs lecanuetistes, etc) les choses sont plus simples : chaque formation cherche tout bonnement à apparaître comme la plus « giscardienne ». Ce n'est plus qu'une question d'image de marque. Une personnalité d'envergure, dans cette redistribution générale des cartes, perd son auréole : Edgar Faure est noyé dans la masse, le « faurisme » devient inutile et fait double emploi avec le « giscardisme ».

recette à droite

Si la bourgeoisie dans son ensemble, malgré les difficultés de la crise économique, chausse les bottes de Giscard, c'est sans doute qu'elle n'a pas d'autre alternative, et qu'elle a trouvé en lui le meilleur rempart contre toute menace contre ses privilèges.

La précarité de sa victoire électorale explique bien sûr l'étendue du ralliement des cercles bourgeois à Giscard. Son réformisme « bourgeois » (1) fait recette à droite.

Mais pourquoi ? Il n'y a pas là une subite « illumination ». D'ailleurs le processus est loin d'être arrivé à son terme. Il y a au contraire la recherche confuse de construire un nouvel appareil politique. Car qui, tout en les approuvant, empêche la réalisation des « réformes » sinon ce qui reste de l'Etat-UDR et des corps constitués dans les institutions mises en cause ? C'est aux mêmes pesanteurs que s'était heurté E. Faure avec sa loi d'orientation après Mai 68.

Dans ces conditions, disposer d'un solide appui politique « de masse » est une nécessité absolue pour tout gouvernement bourgeois. Certes Giscard a gagné la première manche (de justesse...) sans ; mais la question est aujourd'hui posée pour gagner la seconde.

D'ailleurs le ralliement de la droite est surtout une recomposition du centre. « **La France**, disait Giscard, **veut être gouvernée au centre** » ; il essaie aujourd'hui de la gouverner du centre.

A gauche, il fascine un peu et l'on se plaît (à juste titre) à montrer les limites de ce « réformisme » : qu'il s'agisse de moderniser la société civile et de situer au niveau de pays comme la Suède, l'Angleterre ou les Pays-Bas, voilà qui est évident.

Cela dit, le dépoussiérage de la société française conservatrice n'est pas une mince chose, et l'« audace » de Giscard fait grincer des dents à **Aurore** ou au **Parisien libéré.**

au delà des mots

Avec Giscard, le réformisme bourgeois en France se veut une réalité. Le gaullisme, qui avait des velléités réformatrices (association capital-travail) trouvait son équilibre (et sa chute en mai 68) dans les contradictions sociales, en s'affirmant comme bonapartisme sans trop toucher les « superstructures » (justice, famille, école...) . Par contre, le mendésisme, celui des années 1953-1955, avait par beaucoup de traits des rapports avec le giscardisme d'aujourd'hui. Cette réalité du réformisme bourgeois, la permanence de ses bases politiques, s'expliquent aussi par l'absence de toute contre-stratégie de la part des organisations traditionnelles de la gauche.

Restent les limites du « réformisme giscardien » : la difficulté pour la bourgeoisie de gouverner dans la crise économique, la nécessité pour elle de faire peser, à la fois sur une partie de sa base électorale (paysannerie, petits commerçants) et sur la classe ouvrière le poids de cette crise.

Mais au-delà il y a un obstacle fondamental : la crise des institutions que Giscard veut réformer est globale. Elle ne peut être affrontée en dehors de ses relations avec le fonctionnement d'ensemble de la société. C'est là, bien sûr, que les velléités s'arrêtent : aller au-delà des mots et des gestes voudrait dire casser toute une structure sociale.

C'est pourquoi, lorsque le réformisme ouvrier s'oppose au réformisme bourgeois, il est perdant. C'est donc une politique offensive, d'ensemble qu'il faut lui opposer : une politique liant les revendications immédiates aux aspirations les plus profondes à « changer la vie ». Car, malgré les fanfaronnades, la voie giscardienne est étroite.

Une politique de rassemblement de toutes les forces des travailleurs. Cette politique, celle de l'autogestion socialiste et de l'unité d'action, c'est celle du PSU.

Jean VERGER ■

(1) Le réformisme bourgeois veut réformer la société sans supprimer l'exploitation capitaliste. Le réformisme ouvrier met en avant un projet de réformes graduelles visant à aboutir au socialisme. En réalité, le réformisme ouvrier au pouvoir s'est le plus souvent aligné au niveau du réformisme bourgeois.

Ponia-la Poigne

Coups de poing dans les métros, fusillade autour des banques, liquidation au hasard dans les bars et dans la rue : les polices de Ponia n'y vont pas de main morte. A chaque jour son « droit à l'erreur » (comme dit le chef de la brigade anti-gang), sa « bavure inévitable » (comme l'assurait le directeur de la sécurité nationale), son « manque de sang froid » (reproché au préfet Gandouin). On ne compte plus les impacts de balle, les rafales, les interpellations plus ou moins « gentilles ». A ce rythme, il faudra tous bientôt lever les bras, et se rendre — au hasard, et à toute vitesse — à tout porteur de pêtoire, flic ou truand, comment savoir ? La défense des braves gens a décidément bon dos. Mais la société libérale a du plomb dans l'aile. Et il se confirme qu'avec Ponia, ministre à poigne, la république est bien gardée.

COLLECTION CITOYENS

NOUVEAUTE

J.C. LARTIGOT et Eric SPROGIS
LIBEREZ LA MUSIQUE (28 F)

déja parus

André Barjonet
Initiation au marxisme
(19,95 F)

Gilbert Mathieu
Vocabulaire de l'économie
(19,95 F)

A.Jacinto Rodrigues
Urbanisme et révolution
(19,95 F)

Dominique Grisoni et Robert Maggiori
Lire Gramsci
(29,95 F)

Denis Clerc
La monnaie
(25 F)

Jacques Ion, B. Miege, A.N. Roux
L'appareil d'action culturelle
(39,95 F)

Pierre V. Zima
L'école de francfort
(29,95 F)

Hugues Puel
Les économistes radicaux aux U.S.A.
(25 F)

éditions universitaires

Le 3e Labrador de Giscard

Parlement :

La collection de printemps

En moins de trois mois (2 avril-30 juin), la « chambre d'enregistrement » gaullo-giscardienne, digne réplique de celle des rois fainéants, doit en principe adopter une cinquantaine de projets de lois déposés par le gouvernement au nom des différents ministères. La « sélection » a été sévère puisque ceux-ci avaient déposé plus de cent cinquante textes. Un sur trois de retenu.

A ce menu ont été ajoutées cinq propositions de loi émanant des parlementaires (députés et sénateurs), qui se rapportent à des préoccupations très secondaires. Bien entendu, l'ensemble des propositions de la gauche — ou des partis de gauche — ont été systématiquement écartées. Ici comme ailleurs, le « changement » c'est surtout la continuité.

La première semaine n'a pas manqué de justifier leur attitude. D'un coup d'un seul, sans débat dans le pays, sans débat surtout parmi les intéressés, l'Assemblée a voté le partage de la Corse en deux départements. Les minorités nationales ? Connais pas.

La seconde décision — celle-là du gouvernement — fut de retirer le projet de loi réformant la pharmacie vétérinaire. Ce projet indisposait en effet les grandes firmes et les gros laboratoires spécialisés dans le genre. Question de gros sous : il a suffi, paraît-il, que le président de la Chambre d'agriculture porteur des intérêts de la grosse paysannerie joigne sa voix à celles des groupes bancaires-industriels spécialisés Le rapporteur Schwartz (UDR) en est lui-même écœuré.

une motion dans l'ennui

La troisième « impression » que l'on retire de ce début de « travaux parlementaire », c'est l'impuissance et, en définitive, l'ennui que laisse planer le débat sur la motion de censure. Faut-il, une fois de plus, rappeler combien ces jeux stériles, dans lesquels s'enferment malheureusement des représentants authentiques des travailleurs, sont en définitive plus néfastes qu'utiles aux luttes actuelles de ces travailleurs ?

Que réservent les semaines à venir ? Les chapitres sont nombreux et les bouleversements risquent de ne pas manquer. Le débat sur les options du VIIème Plan quinquennal (1976-1980) devrait être un morceau de bravoure. En fait, il ressemblera probablement à celui qui a eu lieu à propos de la motion de censure. De toute façon le voile est jeté : il n'y aura pas de Plan mais seulement des réflexions qui justifieront à priori le « pilotage à vue » cher au duo Giscard-Fourcade, pilotage qui permettra de régler coup par coup les contradictions entre les différentes couches de la bourgeoisie industrielle et financière. En attendant que la crise passe...

Autre thème important : la réforme foncière. Le projet du gouvernement vise à permettre une certaine municipalisation des sols. On en parle depuis vingt ans et l'efficacité, après la scandaleuse spéculation, est bien amoindrie. Malgré tout, les tirs de barrage seront suffisants pour conduire le projet à la session de l'automne... ou aux calendes. Tout aussi problématique est le texte visant la réglementation de la fabrication et de la vente des cosmétiques (produits de beauté). Le sort réservé à la fonction vétérinaire pourrait bien être aussi celui de ce projet.

La modernisation (c'est-à-dire l'époussiérage) des vieilles structures juridiques va se poursuivre. On peut citer ainsi le statut du fermage ; le remplacement de la patente par la taxe professionnelle ; la modification de la procédure pénale et du droit pénal ; l'assouplissement de la condition pénitentiaire et du fonctionnement des Conseils de prud'hommes ; une réglementation de la publicité cinématographique ; quelques améliorations minimes pour la femme au travail et hors travail rémunéré ; quelques vœux pieux à propos de l'environnement, etc...

l'image de marque

On prêtera une plus grande attention à deux sujets autour desquels le pouvoir ne manquera pas de broder pour améliorer son image de marque. Il y a d'abord la généralisation de la Sécurité Sociale, qui vise à faire prendre en charge par les salariés un certain nombre de couches qui ne mènent pas le combat de classe et celui de la solidarité avec la même énergie. Ce projet cache aussi une main-mise définitive du gouvernement et du patronat sur la Sécurité Sociale, par la voie de la « budgétisation ».

Le second sujet, c'est la réforme du divorce. Les progrès que le projet laisse apparaître entrent en contradiction avec l'idéologie de la famille telle que la conçoit la droite. Aussi, pour régler cette contradiction et maintenir l'isolement des êtres dans le couple, il est fait appel au « juge père », aux pouvoirs quasi absolus.

Quand on aura dit qu'une loi sur le sport (aux relents corporatistes), un statut de la ville de Paris (élection du maire), et quelques bribes de la réforme de l'enseignement Haby pourraient aussi figurer au registre de cette session parlementaire, on aura fait à peu près le tour du New-Look printanier de la collection du grand couturier Giscard d'Estaing.

Michel CAMOUIS ■

PC-PS

Polémique ou riposte d'ensemble ?

C'est l'évidence ; une offensive bourgeoise, si elle ne reçoit pas de la part du mouvement ouvrier un vigoureux coup d'arrêt, est inévitablement victorieuse. Serait-ce ce qui est en train de se passer avec la double face du giscardisme, réformisme bourgeois et plan d'austérité ? On peut se poser la question.

Sorti difficilement vainqueur des élections, Giscard avait à faire vite. Face à lui, la grande majorité des travailleurs avaient une perspective à opposer. Une perspective réformiste certes, mais une perspective d'ensemble.

La polémique lancée par le PC contre le PS a mis fin à cette perspective. L'unité de la gauche ne devenait plus qu'un cadre formel sans contenu. Dès lors, de nombreux travailleurs se démobilisèrent. Ce n'est pas la polémique en soi qui a provoqué cet état de fait. Les débats dans le mouvement ouvrier sont une bonne chose à condition qu'ils ne nuisent pas à l'action et que les travailleurs soient en mesure de trancher.

Ce n'est pas ce qui s'est passé et Giscard a pu en profiter pour intensifier son offensive.

Aujourd'hui, sans qu'aucun des problèmes en suspens n'aient été réglés, la « gauche unie » se manifeste à nouveau. Cent meetings sont organisés. Mais cette campagne n'est en rien conçue pour être l'amorce d'une riposte d'ensemble au plan d'austérité.

Là pourtant est la question.

La force de Giscard est liée à la faiblesse du mouvement de résistance ouvrière pour la défense de l'emploi et du niveau de vie.

Ce mouvement, le PSU, publiquement, a proposé qu'il se constitue à travers l'unité d'action, de la base au sommet, de toutes les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier. Une unité autour d'un programme de lutte marqué par des actions offensives. Car, en cette matière aussi, la meilleure défense, c'est l'attaque.

Maurice NAJMAN ■

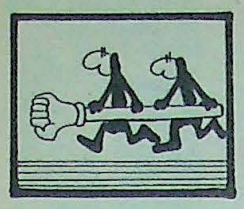
Le PSU à la « tribune libre » de FR 3 :

Quinze petites minutes

Il faut croire que le PSU dérange : mercredi soir, à 19 h 40, il s'exprimait pour la première fois à la télévision depuis plus de dix mois.

La tentation du « fouillis », les présentateurs d'un soir de la « Tribune libre » de FR 3 ont su l'éviter en choisissant volontairement de ne retenir d'une actualité chargée que trois sujets déterminés, mais significatifs politiquement : l'inflation — avec l'intervention d'Edouard Guibert, responsable de l'intersyndicale de l'ex-O.R.T.F. — la crise et le chômage — présentés par Michel Monsel avec les explications de Geneviève Petiot, André Barjonet et Charles Piaget — enfin le nucléaire, avec le témoignage informé d'Haroun Tazieff sur les autres sources d'énergie possibles.

Ces quinze minutes, pour l'exercice de la libre parole, c'est encore bien peu : l'alibi qui masque tout le reste. Mais c'est quand même bon à prendre. ■



social

Une interview de Jacques Moreau, responsable du secteur

partis politiques et

Le 27 mai 1974, le bureau national de la CFDT a pris position en faveur de l'appel lancé par François Mitterrand pour une restructuration politique du mouvement socialiste. Dans la foulée, dix membres de ce bureau national et d'autres responsables du syndicat ont signé un appel, le 11 juin, en faveur des Assises du socialisme. Ces deux prises de position publiques, qui venaient après le congrès de Nantes en mai 1973 où la CFDT avait condamné les pratiques syndicales dites « gauchistes » de nombre de ses adhérents et l'accord « anti-lip » de juin 1973 avec la CGT, marquent de façon toujours plus précise l'évolution politique des principaux dirigeants de la confédération. C'est dire à quel point seront obérés les débats du prochain conseil national

TS : Aux yeux de bien des militants, la CFDT est maintenant liée au PS. Or vous allez discuter, lors de votre prochain conseil national, des rapports partis-syndicats. N'est-il pas trop tard ?

Jacques MOREAU : Est-ce trop tard ? Je vous répondrai sans ambages, non. Si vous regardez l'histoire de la CFDT, vous constaterez que la lutte pour l'affirmation de l'autonomie de l'organisation est une lutte permanente ; il en va de même en ce qui concerne la question des alliances, soit avec les autres forces syndicales, soit avec les partis politiques. Nos rapports avec tout ce qui n'est pas la CFDT ne se définissent jamais abstraitement. C'est confrontés à des problèmes précis, concrets, que nous tentons de nous situer et de décider, en fonction de nos orientations fondamentales, des attitudes et du comportement à adopter dans telle ou telle situation. C'est notre règle générale, elle s'applique avec plus de vérité encore dans le cas des rapports syndicats-partis.

La CFDT a sa propre conception, résultat d'une réflexion menée depuis plus de deux décennies, sur sa pratique, sur l'expérience du mouvement ouvrier et socialiste, sur l'évolution de notre société. La CFDT est une organisation de masse et de classe qui lutte pour une transformation radicale de la société. Nous plaçons au cœur de cette transformation les luttes sociales. Mais nous n'avons jamais pensé et affirmé que celle-ci était possible par la seule action syndicale. D'autres types d'organisations ont un rôle important à jouer. Parmi celles-ci les partis politiques ont évidemment une part spéciale. Dire cela ce n'est pas pour nous une clause de style, c'est une vérité prenant son fondement dans notre expérience et notre réflexion.

Notre conception est fondée sur la certitude qu'il ne peut pas y avoir de transformation profonde et globale de l'ensemble de la réalité économique, sociale, politique, culturelle, idéologique, si les différentes organisations, et notamment l'organisation syndicale, n'acquièrent pas la capacité d'agir en pleine autonomie, selon la logique de leur propre action sur leur terrain, et de contracter en toute indépendance les alliances conjoncturelles ou stratégiques qu'elles estiment nécessaires pour atteindre les objectifs qu'elles se sont données. Dans le cas contraire, l'expérience est là pour nous montrer le caractère parcellaire et parfois tronqué des transformations opérées. Sans autonomie du syndicat, de son action, de sa réflexion, de sa stratégie, il ne peut pas y avoir de transformation réussie de la société.

Cette analyse nous amène à développer une conception positive de l'autonomie syndicale. Elle n'est pas négation de relations avec d'autres, un repli sur soi. Au contraire. Nous parlons parfois d'autonomie engagée. Le terme a été employé au congrès de 1970. Cette conception se fonde sur le constat qu'il n'y a pas plusieurs terrains de lutte qui seraient hermétiquement clos, les uns réservés à l'action syndicale, les autres à l'action politique et ainsi de suite. Il y a certes différentes formes spécifiques d'interventions et les fonctions des uns et des autres ne se recoupent pas entièrement, loin de là.

C'est ainsi que la CFDT estime qu'il est de son rôle d'intervenir dans le champ politique, mais elle agit toujours à partir des problèmes, des revendications des travailleurs, de ses propres analyses, de ses positions et délibérations ; en un mot elle intervient en tant qu'organisation syndicale dotée d'une stratégie conséquente. Dans le même esprit quand nous l'estimons nécessaire, nous décidons d'agir en commun avec les partis politiques ou d'autres organisations. C'est une politique constante de l'organisation. En janvier 1974, tenant compte de l'évolution de la situation et de la crise secouant notre société, nous avons proposé une union des forces populaires fondée sur la convergence des objectifs et de l'action des différentes organisations du mouvement ouvrier. A cette occasion nous avons précisé les limites de l'intervention syndicale dans le champ plus étroitement politique et réaffirmé les principes qui guident nos rapports avec les partis.

Allons plus loin, notre réflexion sur la transformation socialiste de notre société nous a entraînés à réfléchir sur ses conditions plus politiques. C'est ainsi que dès 1970 nous avons estimé que deux conditions devaient au moins être remplies pour qu'il y ait une évolution décisive du rapport des forces en faveur du socialisme tel que nous le préconisons. Présence du PCF dans l'alliance mais aussi affirmation d'un courant socialiste suffisamment présent et implanté pour garantir la prise en compte des perspectives socialistes autogestionnaires. A cette époque, nous avions la certitude que, si les différentes composantes de la gauche restaient en l'état, il ne pouvait pas y avoir d'alternative crédible et possible. Celle-ci résulte nécessairement d'une évolution conjointe des différentes forces. Nous tentons, sur notre propre terrain, d'y contribuer.

Courroie de transmission ou indépendance syndicale ?

TS : La CFDT s'est voulue porteuse des idées de 1968 ; elle a, à la base, une certaine pratique qui y est liée. Le PS peut-il en être pour vous le répondant politique ?

J.M. : Pourquoi poser le problème dans des termes classiques ? La CFDT n'est pas à la recherche d'une hypothétique organisation politique qui serait son répondant. A côté du couple CGT-PCF, pour reprendre l'imagerie journalistique habituelle, il y aurait le couple CFDT-PS. Nous menons sur notre terrain l'action que nous croyons devoir assumer. Il nous apparaît essentiel qu'au niveau politique, dans les formes que chaque organisation entend se donner, il y ait le développement d'initiatives et d'actions qui favoriseront la mobilisation des hommes et des femmes et l'évolution du rapport des forces. Mais, ainsi que je l'ai dit, ceci ne se fera réellement et profondément que si chacun agit, à partir de sa propre logique et de sa propre dynamique.

Il va de soi que nous nous réjouissons des changements intervenus à gauche et au PS notamment. Le PS a opté pour l'autogestion ; lors des Assises, les participants se sont prononcés aussi pour un projet autogestionnaire et pour une réflexion, au sein du PS, sur les pratiques militantes. Certes, ce ne sont pas quelques congrès ou réunions diverses qui feront s'évanouir du jour au lendemain les pesanteurs sociologiques et notamment électorales qui existent dans l'ensemble de la gauche française et plus particulièrement la gauche socialiste. Mais la direction prise apparaît positive.

Mais cette évolution de la gauche regarde l'ensemble des forces du mouvement ouvrier et socialiste. Notre propre action interpelle, de fait, les partis : PCF, PS, ou PSU. L'évolution de la gauche dépend aussi des organisations syndicales. Selon la manière dont nous concevons nos relations avec la politique et les forces politiques et jugerons les résultats de leur action et de leur comportement, l'évolution à gauche sera accélérée ou ralentie. Nous pensons qu'il y a en France un espoir sérieux de voir naître dans les années à venir un courant socialiste puissant dont la tendance ira vers des objectifs proches de ceux que nous avons pu, pour notre part, définir. A s'en tenir aux textes, il y a une volonté de la part du PS d'être présent sur les terrains de lutte ; il faut espérer que l'arrivée de nombreux militants syndicalistes, ayant l'habitude de mener des actions collectives, favorisera une certaine dynamique à l'intérieur du PS. Ce qui ne veut pas dire que, pendant longtemps, le PS n'aura pas plusieurs visages ; c'est un parti beaucoup plus complexe que le PSU.

« une seule limite : le refus de gérer la société »

TS : Pour la CFDT ce sont les luttes sociales qui jouent un rôle moteur dans la transformation de la société, les partis ayant simplement à conquérir et exercer le pouvoir politique. N'est-ce pas une version moderne de l'ancien anarcho-syndicalisme ?

J.M. : Absolument pas. Le point de départ du parti et du syndicat est différent. Le syndicat ne part pas du point de vue de la responsabilité de la société mais des problèmes des travailleurs. C'est l'angle à partir duquel il voit le présent et le devenir de la société. Pour le parti, il en va autrement. Il envisage d'emblée la société sous l'angle du pouvoir politique et étatique.

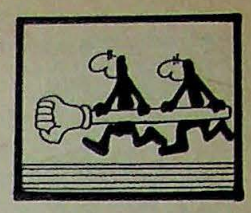
Dossiers formation

N° 5 Les stratégies du Mouvement Ouvrier
N° 6 Vie, animation et structures du P.S.U.
N° 7 Lutte, contrôle et Autogestion, les réponses du P.S.U.
La série des 3 N° : F 8.00
Commande et réglement à adresser à Edition Syros

politique de la CFDT, à la veille de son conseil national :

transformation sociale

Social



de l'organisation sur le problème des relations syndicats-partis.

Après avoir donné la parole aux responsables de la fédération Hacuitex et à ceux de la Loire, nous interrogeons cette semaine Jacques Moreau, responsable du secteur politique de la confédération dont les liens avec la nouvelle direction du Parti socialiste sont connus. Ces propos — cela va sans dire, mais cela va encore mieux en le disant — n'engagent que leurs auteurs. TS a considéré comme de son devoir d'informer les militants sur les courants de pensée qui ont cours à la CFDT à une période-charnière de son histoire. Un article de TS tirera prochainement le bilan de l'ensemble de ces propos, à la veille du conseil national de la CFDT.

Vous savez que pour nous les luttes sociales, à certains moments et sous certaines conditions, trouvent naturellement leur traduction et leur prolongement dans les élections. Dans une société telle que la nôtre il y a des rapports permanents entre luttes et élections. Les élections légitiment les acquis obtenus par les luttes et sont aussi de nouveaux points de départ. Finissons-en avec le procès qui nous est intenté. Nous ne comptons plus les textes et les positions dans lesquels la CFDT réaffirme l'importance du rôle des partis et de la conquête du pouvoir politique.

Lorsque nous parlons de luttes sociales, nous ne visons pas seulement les luttes menées par les syndicats, il s'agit aussi des actions à l'initiative des partis ou des autres types d'organisation. Les partis ont leur mot à dire dans les luttes sociales et se doivent d'intervenir. Lors du conseil national de janvier 1975, nous avons souligné toute l'importance que nous accordions à une action spécifique des partis sur les problèmes de l'emploi.

Mais nous récusons la prétention, plus ou moins avouée, des partis à vouloir être les guides de la transformation sociale. Les organisations syndicales ont un rôle essentiel à jouer dans cette transformation, et elles ne pourront le jouer que dans la mesure où elles seront autonomes et si les partis politiques en acceptent toute la logique et les conséquences.

L'ancienne distinction, le politique au parti, l'économique et le social au syndicat, n'est plus de mise. Le syndicat est devenu une force politique, mais spécifique, dont la seule limite est celle qui touche à sa propre nature et à son approche des problèmes : le refus de gérer la société à quelque niveau que ce soit.

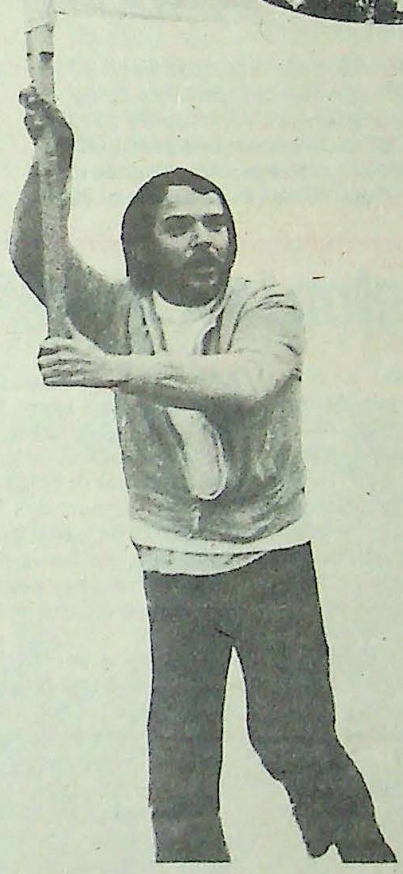
« La libre-détermination du syndicat est indispensable »

TS : Partis et syndicats agissent, selon la CFDT, en fonction d'un point de vue différent ; le syndicat part de l'exploitation des travailleurs tandis que le parti part, lui, d'une vision plus globale de la société et de l'Etat. C'était relativement simple tant que les uns et les autres ne touchaient pas, grosso modo, les mêmes catégories de personnes. Dans la mesure où le parti s'implante dans l'entreprise et où le syndicat a un projet global de société, ce schéma est-il encore possible ?

J.M. : Il n'y a ni subordination, ni concurrence entre le parti et le syndicat, leurs fonctions sont complémentaires. Je ne vois pas en quoi l'implantation du parti politique dans l'entreprise change fondamentalement cette conception. Ce qui est vrai, c'est que la tentation de raisonner et d'agir en fonction de schémas bien établis demeure forte. Les difficultés des relations entre partis et syndicats au niveau de l'entreprise ont toujours existé. Je me souviens d'un débat que j'avais connu à la fédération de la Chimie entre le bureau exécutif de notre organisation et le secrétariat du PSU (fin 1969, début 1970) concernant la fonction du parti politique dans l'entreprise et le comportement du militant politique. Mais nous devons avouer que jusqu'à maintenant, si nous avons connu des difficultés, elles ne concernaient qu'un petit nombre d'entreprises et de militants. La situation d'aujourd'hui risque d'être nouvelle. Pour la première fois depuis plus de vingt ans, la CFDT sera peut-être confrontée avec l'existence de groupes d'entreprises d'un parti qui regroupera un nombre non négligeable de militants CFDT. Les tentations des adhérents de notre organisation de rejeter plus ou moins consciemment le type de rapports dominants qui existe entre militants communistes et la CGT sera d'autant plus fort que le parti n'aura pas défini le rôle et la fonction de son intervention dans le domaine de la production et l'entreprise. Seule une vigilance permanente et réciproque permettra d'éviter les confusions regrettables et inutiles et la remise en cause de fait, aux yeux des travailleurs, de l'autonomie du syndicat et de sa libre détermination en fonction des seuls intérêts des travailleurs et des mandats qu'ils lui confient.

« Dans l'entreprise, l'intervention des partis n'est pas toujours heureuse »

TS : Vous récusez la prétention des partis à vouloir être les guides de la transformation sociale. Mais leur reconnaissez-vous le droit à une action autonome dans les entreprises ?



J.M. : Bien sûr. Je ne vois pas au nom de quoi nous nous permettrions de refuser aux partis d'intervenir dans l'entreprise. Mais nous sommes aussi des réalistes et des gens qui partons toujours de l'expérience. Or celle-ci nous apprend que les partis éprouvent de sérieuses difficultés à définir leur action et à la mener avec persévérance. Leurs interventions ne sont pas toujours heureuses et ils se cantonnent trop souvent dans une action strictement revendicative, pâle démarquage par rapport aux syndicats. Nous soutenons que, jusqu'à preuve du contraire, il appartient aux organisations syndicales de mener l'action revendicative et qu'elles sont les mieux à même d'aider les travailleurs à défendre leurs intérêts et à atteindre les objectifs revendicatifs.

Mais les partis pourraient intervenir politiquement sur des problèmes concernant le travail, les conditions de vie, en tentant de montrer la signification plus générale des problèmes qui peuvent se poser en les rattachant à leurs propres projets et propositions. Or nous constatons que, actuellement, les partis se contentent de regrouper les salariés sur les lieux de travail et de faire connaître simplement leurs propositions. Ils procèdent rarement à l'analyse de la situation de l'établissement, de l'entreprise. Encore plus rares sont les démarches proprement politiques qui permettraient de faire avancer le rapport des forces et seraient donc complémentaires à l'action politique.

propos recueillis par Monique GRIMA ■

Liste n° 3 Librairie

Dossier « immigration » Y.F. Visser — Tema	18,00
La révolte des canuts. 1831-1843 - J. Perdu — Spartacus	11,50
La tragédie de Cronstadt. 1921 - P. Avrich — Le Seuil	10,50
Cours, camarade, le P.C.F. est derrière toi - M. Manceaux et J. Donzelot — Gallimard	15,00
Dossier « D » comme drogue - A. Jaubert — Alain Moreau	38,00
Hongrie 1956 - A. Anderson — Spartacus	12,50
Le sang ouvrier - G. Mury — Le Cerf	10,00
Prix réel	115,50
NOTRE PROPOSITION : FRANCO	100,00

Commande et règlement à :
EDITIONS SYROS 9 Rue Borromée.
75015 PARIS - C.C.P. 19 706 28 PARIS.

immigrés

La vitrine

L'avocat général n'avait même pas prononcé de réquisitoire et s'était au contraire lancé dans un grand discours : oui, l'accusé était un brave garçon victime de la provocation d'un petit voyou, un bon travailleur immigré harcelé par le tapage nocturne d'un excité aux idées vaguement gauchistes ; oui, il méritait les plus larges circonstances atténuantes. Le jury avait tranché : trois ans d'emprisonnement dont dix-huit mois avec sursis, le temps déjà passé en prison. L'accusé pouvait sortir libre de la cour d'Assises.

Ce mercredi 12 mars au soir, les amis de Laïd Moussa et tous les militants qui s'étaient mobilisés pour sa défense sont heureux. Ils ont remué ciel et terre et ils ont gagné : justice a été rendue et bien rendue.

L'avocat général, une tête politique choisie exprès pour la circonstance, est satisfait lui aussi. Puisqu'on n'avait pas pu étouffer ce procès comme les autres, autant s'en servir en en faisant une date qui augure du meilleur des mondes giscardien : sous la houlette éclairée du

Laïd Moussa libéré était la démonstration vivante qu'un immigré soutenu par une partie de l'opinion publique peut faire reculer un des bastions les plus conservateurs de France : celui qui, jusque là, avait surtout manifesté sa mansuétude envers les auteurs de crimes racistes ; quelques mois auparavant, quatre d'entre eux ont été définitivement jetés aux oubliettes en faisant l'objet de non-lieux.

Moussa a payé cette audace comme les immigrés assassinés en été 1973 avaient payé la vague de sympathie suscitée par les grèves de la faim (et qui avait obligé le gouvernement à assouplir certaines dispositions de la circulaire Fontanet) et la démonstration de puissance qu'avait été la grande grève des OS immigrés de Renault au printemps.

Certes la grande masse des immigrés implantés à Marseille avait alors subi sans mot dire. Mais, paradoxalement, les événements de 1973 ont servi de révélateur : plus personne ne peut dorénavant ignorer que la présence de ces 126 000 étrangers — selon les dernières estimations de la préfecture pour 1974 — constitue, par sa masse même, une force qui se développe rapidement.

Un point chaud

Depuis douze ans, en effet, la proportion d'étrangers par rapport à la population totale de Marseille a doublé : elle est passée de 6,7 % en 1962 à 13,5 % en 1974. Et c'est surtout ce gonflement rapide en un laps de temps relativement court qui est ressenti avec appréhension, voire avec hargne, par une certaine fraction des Marseillais et par les pieds-noirs.

Il n'est peut-être pas sans signification à cet égard que la vague d'attentats racistes de 1973 ait coincidé justement avec la fin prochaine des grands chantiers de Fos, c'est-à-dire avec la crainte dans ces milieux que toute cette masse d'immigrés ne cherche à s'installer dans la région pour un temps beaucoup plus long. Si calcul il y a eu, il s'est avéré payant dans un premier temps ; les travailleurs de Fos, dans leur grande majorité, ont préféré aller à Dunkerque, au Havre, là où de gros chantiers réclamaient une main d'œuvre abondante.

Mais, parallèlement, ceux qui travaillaient à Marseille — ou plutôt les plus conscients d'entre eux — se sont mis à réfléchir : ils se sont rendus compte de leur importance numérique et donc de leur force, grâce à l'influence, en particulier, des militants d'extrême-gauche qui n'avaient pas attendu 1973 pour chercher à faire un travail de sensibilisation et d'explication politique. Ils ont trouvé un milieu particulièrement prêt à les entendre. Très vite également, la ville est devenue un bastion du M.T.A.

Marseille en effet n'est pas seulement l'une des grandes plaques tournantes de l'immigration parce qu'un grand nombre d'étrangers débarquent sur son sol ; elle est aussi le grand lieu de rassemblement où l'on vient de toute la France pendant les fins de semaine acheter des provisions, chercher du travail, se retrouver entre amis, échanger des nouvelles. Les immigrés de Marseille ne réagissent donc pas seulement en fonction d'une situation locale : ils sont au cœur même d'un « point chaud » de la sensibilité immigrée dans toute la France. Jusqu'à présent ils n'ont pas bougé, comme on dit. Mais jusqu'à quand ?

Les boucs émissaires

Du coup, les forces politiques marseillaises doivent tenir compte dans leurs calculs de l'existence d'un facteur dont l'importance avait été méconnue jusqu'alors : la présence massive de travailleurs immigrés qui, un jour, peuvent ne plus accepter passivement de subir.

L'information selon le « Méridional »

Marc Ciomel, journaliste du **Méridional**, a commencé le 20 mars par insister sur le fait que Michel Balozian (la victime de Laïd Moussa) « **était truand** » et donc que le règlement de compte est l'explication la plus probable. L'hypothèse d'un crime politique n'est évoquée que pour la réfuter. Rien que les mots « **déjà certains s'appliquaient à faire de Laïd Moussa la victime d'un crime politique** » et par la suite « **d'une prétendue « organisation France-Libre** » sont là afin de minimiser et tourner en dérision cette hypothèse politique. Par la suite, Marc ciomel est bien trop formel en niant l'existence de l'organisation France-libre... il est d'ailleurs le seul dans toute la presse du sud-est à le nier.

Le **Méridional** insiste sur l'ambiance de la cité Masson (là où vivait Laïd Moussa) en la dévalorisant : « **là sont rassemblés dans un magma humain, où l'université n'a rien à voir, plusieurs personnes. Chacun vit à sa manière, selon ses coutumes, se moquant bien souvent de ses voisins** ». Le tableau est clair : cette cité est malsaine, il y a plein d'étrangers qui en plus vivent selon leurs coutumes. Tout de suite le lecteur pense aux Arabes, aux Portugais, aux Espagnols... Ces gens là n'ont aucun savoir vivre. Evidemment Marc Ciomel se garde bien de nommer des nationalités, il va même par la suite faire une constatation des plus paternalistes : « **il y a de braves gens, quelquefois des étudiants** ». La phrase oppose braves gens aux étudiants... on pose des jalons, l'image de l'étudiant est ainsi dévalorisée, mine de rien ; aucune remarque n'est gratuite dans le **Méridional.**

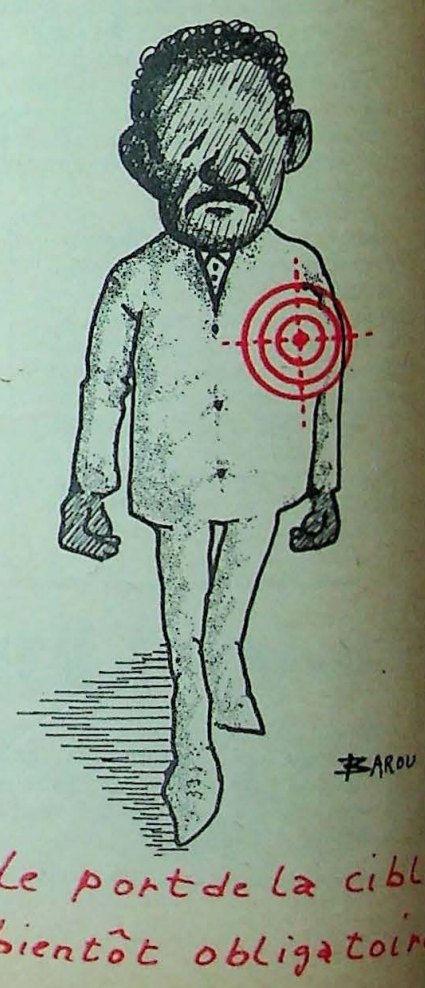
L'article par la suite porte des remarques qui ne font que dévaloriser les réunions qui se produisaient chez le docteur Bonneville : « **ce n'était pas la première réunion de ce genre et les voisins sont assez mécontents de ces rassemblements** ». On essaye de s'appuyer sur un soi disant témoignage des voisins alors que, dans toute la presse, il n'y est fait aucune allusion. Voilà comment les lecteurs du **Méridional** sont manipulés par des faits absolument inventés par le journaliste. On brandit des noms : « **...on visionne des films. Justement, il s'agit d'une bande sur Lénine** ». Cela va pouvoir affoler les bourgeois et, ce qu'il y a de plus malheureux, les couches populaires qui ont en tête l'image du communiste brandi en épouvantail !

Et, jugeant encore Laïd Moussa, Marc Ciomel continue : « **Enfin tout le monde n'est pas comme Laïd Moussa, allergique au bruit... jusqu'au crime** » et il dévalorise Moussa en reparlant de son crime sans le replacer dans son contexte du mois de juillet 1973.

On insiste par la suite sur la jeune femme dont Laïd se serait fait un rempart : c'est le pathétique le plus grossier qui est mis en avant, la jeune femme enceinte et l'Arabe (qui ne peut être que lâche) s'en faisant « **un ultime rempart** ». Il y a même une photo de la jeune femme sur le **Méridional :** or le 23 mars cette femme, Madame Assas, précise sur le **Provençal** (le **Méridional** lui ne veut pas le savoir !) qu'elle n'était pas sur les lieux du crime et donc qu'elle n'a pas servie de paravent à Laïd Moussa.

Pas une fois le mots **arabes, lâcheté, gauchiste** ne sont employés mais le journaliste les laisse entendre, les induit par maints et maints jalons posés. Voilà ce que l'on appelle le conditionnement et le matraquage idéologique.

Anne-Marie QUINQUIS ■



immigrés :

marseillaise

représentant de l'ordre social, quelques jours à peine après la visite-éclair du président venu s'enquérir à Marseille du sort des travailleurs immigrés, la justice a prouvé que la sollicitude élyséenne n'est pas un vain mot : elle n'est pas raciste puisqu'elle a relaxé un immigré qui a tué.

Ainsi Laïd Moussa est-il devenu un double symbole : symbole de la solidarité victorieuse des Français et des immigrés qui ont combattu pour sa libération, et de leur force ; symbole d'une volonté froidement politique qui, faisant ses comptes, sait avoir tout intérêt à normaliser une situation trop explosive et à instaurer une autre conception de l'immigration encore plus efficace et répressive sous son masque de libéralisme.

En tuant Laïd Moussa, c'est ce double symbole qu'on a voulu abattre... Un dossier de plus que Giscard, en voyage officiel en Algérie, a emporté dans ses bagages.

Il devient alors difficile de continuer à agir comme si de rien n'était.

Rien, ou presque rien, n'a été fait pour les immigrés : ils ont surtout servi de boucs émissaires à la municipalité pour camoufler les carences de sa propre administration et ses choix de classe. Les quartiers nord manquent d'équipements collectifs, de routes, de transports en commun. Ce n'est pas du tout, voyons, parce qu'ils sont habités par une population à majorité ouvrière et défavorisés au bénéfice des quartiers sud plus bourgeois. Non, c'est à cause de l'« immigration sauvage » qui incite les étrangers en situation irrégulière à se presser dans la ville et à s'agglutiner dans les bidonvilles. Ils interdisent toute prévision, toute application d'un véritable plan de développement.

C'est surtout cet aspect scandaleusement voyant qu'a choisi de combattre la municipalité. En démolissant le quartier de la porte d'Aix, véritable poumon immigré au cœur de la ville, pour en faire un grand centre d'affaire, et en rejetant sa population vers les quartiers périphériques populeux, elle espère non pas régler le problème mais le circonscrire aux limites de la commune. Les immigrés seront ainsi moins visibles ! Qu'ils soient bientôt déportés en masse dans les quartiers dominés par le Parti communiste n'est pas pour lui déplaire : à lui de se débrouiller !

En agissant ainsi, Defferre espère calmer ses électeurs qui, eux, habitent les quartiers aisés. Y réussira-t-il ? Rien n'est moins sûr. C'eût été une opération aisée sans l'apparition dans le ciel de Marseille d'une comète propulsée de l'Elysée avec mission de prendre la municipalité, M. Paul Dijoud, qui se trouve justement être le secrétaire d'Etat aux immigrés.

Comiti, UDR bon teint, avait longtemps essayé : mais le gaullisme est trop lié, aux yeux de la grande et moyenne bourgeoisie locale, au déclin des colonies — et donc de Marseille — pour qu'il ait eu une chance quelconque. Il n'en va plus de même pour Dijoud : le giscardisme a définitivement enterré le gaullisme et, de plus, la nouvelle majorité présidentielle a ici un avenir certain. Elle représente, s'il réussit à s'implanter, une évidente clarification des rapports de forces politiques à Marseille. En effet les milieux d'affaire, les couches moyennes n'étaient attachés à Defferre que dans la mesure où il garantissait le maintien de l'ordre social : ce n'était pas son socialisme à peine rosâtre qui pouvait les effaroucher. D'ailleurs ne gouvernait-il pas avec l'appui des centristes et de la droite la plus réactionnaire ? Et de toute façon, il n'existait pas d'autre alternative locale, cette alternative qui existe désormais.

Mais Dijoud sait parfaitement qu'il ne pourra enlever la mairie de Marseille que s'il règle le problème immigré auparavant et pour un long temps. Il veut le faire à sa manière, à coups de millions : dès cet automne, un contrat de programme a été passé avec la municipalité.

Oui, on va « régler » le problème du logement des travailleurs immigrés à Marseille : 160 millions ont été déjà promis pour la seule année 1975 : oui, on va les expulser du centre vers la périphérie : en construisant des foyers, des cités de transit, voire des HLM. Oui, des équipements collectifs vont sortir de terre, à destination également des Français pour couper l'herbe sous les pieds du Parti communiste à qui on compte enlever son principal cheval de bataille.

A grand renfort de millions, le giscardisme espère « normaliser » ; il veut une immigration mieux contrôlée, mais aussi mieux traitée. Mais il n'oublie qu'une chose : les immigrés estiment avoir deux mots à dire.

M.G. ■

j'ai confiance en la justice de mon pays

Officiellement la justice marseillaise n'a rien à se reprocher puisqu'elle a prononcé un verdict de clémence en faveur de Laïd Moussa. Est-ce si sûr ? Que lui reprochait-on, toujours officiellement : d'avoir tué accidentellement quelqu'un au cours d'une bagarre alors qu'il était lui-même menacé. N'importe quel européen, fut-il truand notoire, aurait été inculpé dans ce cas d'homicide involontaire sans intention de donner la mort. Moussa lui l'a été pour homicide volontaire. Pourquoi cette différence ? C'était l'intime conviction de Melle Di Martino, juge d'instrucion

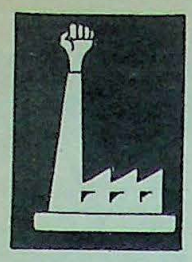
La justice a décidemment de bien étranges intimes convictions à Marseille. Le dossier de l'affaire Saïd Anounalah, tué un jour après Emile Guerlach, le 26 août, a dormi un an dans les tiroirs de Me Sanguinetti, le magistrat instructeur, malgré une commission rogatoire : le 12 août dernier, aucun élément nouveau n'étant intervenu — et pour cause — l'affaire a été classée : non lieu.

Saïd Ghilas, lui, a eu le crâne fracassé le 29 août 1973 à côté du bidonville « le grand camp » dans les quartiers nord. Les voisins étant tous originaires du même coin d'Algérie, on n'a pas retenu leur témoignage et réglé la question en affirmant qu'ils étaient « peu prolixes ». Mais ne croyez surtout pas que le dossier en soit resté là ; les enquêteurs ont surtout cherché à savoir si Ghilas n'était pas parti pour son travail une demi-heure trop tôt. Parce que, s'ils avaient pu le prouver, la Sécurité Sociale n'aurait pas eu à verser d'indemnités à sa veuve et à ses septs enfants. Ils n'y ont pas réussi et elle a été condamnée à payer : elle a fait appel.

Ben Saha Mekernek, lui, a été découvert, rue de la Saule, le 30 août, gravement blessé au crâne. Bien que les policiers ne se gênent généralement pas pour tenter de recueillir les dernières paroles d'un agonisant, elle ne s'est dérangée, cette fois-ci, que le 3 septembre ; juste au moment où Mekernek venait de mourir. Personne n'a pensé à interroger plusieurs témoins, rassemblés dans un bar non loin du lieu du crime. L'ordonnance de non-lieu a été rendue le 18 octobre dernier.

La police aurait-elle tellement peur de découvrir les coupables ? L'assassin de Ladj Lounes, découvert par son frère, était un sous-brigadier de police...

Seule de tous les journaux locaux, **la Marseillaise,** *le journal du parti communiste, a fait longuement état de ces non-lieux dans ses colonnes et s'en est indigné.* ■



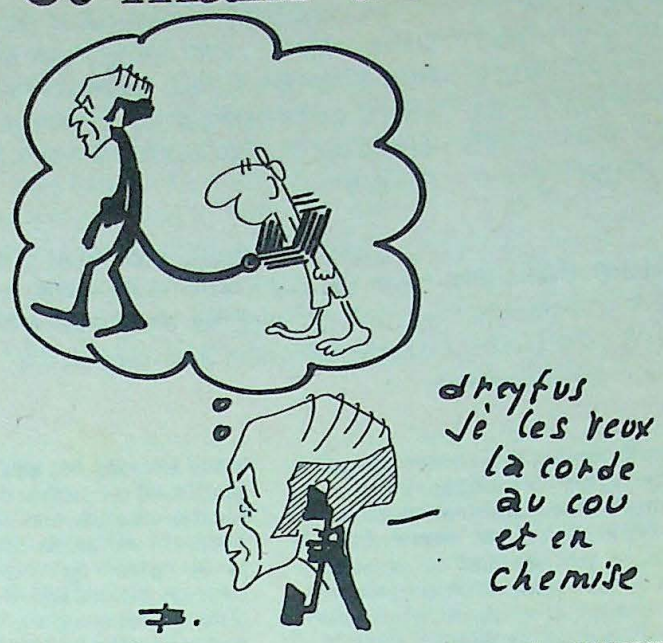
gant de velours et main de fer

Le conflit Renault dure encore. Mais pour combien de temps ? La reprise des négociations n'a abouti qu'à une nouvelle aumône de 12 F par mois et la promesse de discussions sur les classifications dont les modifications éventuelles, en tout état de cause, ne devront avoir aucune incidence — sinon insignifiante — sur les salaires. Les licenciements sont maintenus. L'addition est donc lourde.

Les syndicats CGT et CFDT éprouvent les plus grandes difficultés à appliquer quelque tactique de mobilisation que ce soit. Ils font donner l'artillerie confédérale et mettent en garde le gouvernement contre les risques de réédition d'une nouvelle opération PTT, qui viserait à casser l'action revendicative et à porter un coup à l'autorité des syndicats, CGT et CFDT plus précisément, dont l'isolement est systématiquement recherché. Après une éclipse de quelques semaines, le PDG Dreyfus réapparaît sur la scène occupée jusqu'ici par Chirac et Ouin interposés. Après la trique, les violons.

Il s'agit d'une offensive délibérée du pouvoir visant à tuer dans l'œuf toute action revendicative dont le caractère exemplaire ou significatif pourrait servir de détonateur à l'échelle nationale.

Plus généralement, en prévision de décisions douloureuses à prendre étant donné l'évolution de la crise dans l'automobile dans un proche avenir, il importe de réduire la capacité d'action des syndicats. En janvier 75, Renault est devenu le numéro un à l'échelle de l'Europe. Ses effectifs n'ont diminué que de 1 000 en un an, alors que Citroën les réduisait de 9 000, Chrysler de 3 500, Peugeot de 1 600.



Renault doit donc rentrer dans le rang. Comme toujours, la volonté répressive se dissimule dans le manteau de « l'intérêt général » menacé par les « minorités agissantes ». Et c'est ainsi que le PCF se voit rangé par Chirac parmi les « gauchistes » de naguère.

La politique d'austérité a ses exigences.

La politique de la main de fer dans le gant de velours est plus que jamais de rigueur. Le velours est pour les syndicats empressés à signer les accords dérivés des besoins patronaux et gouvernementaux comme FO. La main de fer pour les autres.

Les conflits prolongés qui se déroulent ça et là (et dont on parle peu dans la grande presse) attestent de l'existence d'une combativité réelle des travailleurs à qui il manque seulement une perspective offensive unifiante et coordonnée.

En popularisant les 250 F pour tous, les ouvriers du Mans, comme les grévistes des PTT imposant les 200 F et 1 700 F mini le firent à l'entrée de l'hiver, apportent leur pierre et traduisent ce besoin d'élargissement. Il ne sert à rien de dissimuler cet aspect comme le font la CGT et la CFDT dans leur communiqué commun.

Comment peut-on développer la « solidarité active » à Renault dans ces conditions ? Peut-on se contenter d'appeler à développer « **l'action revendicative propre à chaque branche et entreprise** » ? De quelle manière le « **Renault affaire de tous** » de Krasucki peut-il se réaliser ? Les tentatives de mobilisation de « l'opinion » deviennent sans objet dès lors que les revendications présentées chez Renault ne reprennent pas les 250 F pour lesquels combattent les OS du Mans et ne concernent plus cette « opinion publique ».

La vraie solidarité ne peut se développer que sur la base d'une action commune pour des objectifs semblables, sinon l'activisme tous azimuths conduit tout droit à la même impasse que la négociation en soi. Face à l'épreuve de force que faut-il faire ? L'esquiver ou bien l'affronter en tentant de mettre tous les atouts de son côté ? C'est la vraie question.

La lutte contre le pouvoir ne peut se contenter de débats épistolaires. Mais veut-on réellement s'y attaquer autrement qu'en attendant l'échéance électorale de... 1978 ?

Henri DUPARC ■

Germinal
avril 75
N° 2 est paru

AU SOMMAIRE

— Les viticulteurs
— Le Crédit agricole
— Petite enfance en milieu rural, etc.

ADRESSER LES COMMANDES A LISA, 20, rue d'ASSAS 21000 DIJON

Conférence des militants entreprise du PSU :

quels axes de lutte ?

La Conférence nationale entreprise se réunit les 19 et 20 avril (1).

Cette réunion qui se tient quatre mois après le congrès d'Amiens a pour tout le parti une importance considérable. Face à l'offensive du pouvoir et au plan d'austérité dont il veut faire subir les conséquences aux travailleurs en organisant le chômage total ou partiel, nous rechercherons ensemble les formes de lutte et les moyens à mettre en œuvre pour y faire échec. Un million deux cent milles sans emploi, cela nécessite une bataille unitaire de l'ensemble de la classe ouvrière, de ceux qui sont dans la production et sont menacés par la restructuration capitaliste et de ceux qui sont sans emploi. Nous rechercherons ensemble les revendications unifiantes, les modes d'organisation des sans-travail, et les moyens d'élever le niveau des luttes afin de redonner confiance aux travailleurs et de créer les conditions de l'échec de la politique d'austérité.

Déjà, des luttes importantes sur l'emploi ont eu lieu à LIP et chez Rateau et se sont terminées dans des conditions satisfaisantes pour la classe ouvrière. Ces batailles exemplaires menées dans des conditions différentes ont aidé à une prise de conscience des travailleurs menacés par les licenciements et le démantèlement de leur entreprise.

A la suite des travailleurs de LIP, nombreux sont ceux qui ont choisi un type de combat nouveau qui permet de mieux toucher ceux qui refusent le fait accompli du patronat et de ses complices qui sont à la tête de l'Etat. Après les cousettes de Cerizay, les travailleurs du meuble de Manuest et bien d'autres, les travailleurs d'Overwear à Saint-Quentin, devant les menaces de fermeture de leur entreprise, ont décidé de l'occuper et de la faire tourner. Ils fabriquent, vendent et se payent.

Ainsi les nouvelles méthodes de lutte parties de Palente ont-elles fait leur chemin malgré les réticences, les critiques et les refus. Tous ne peuvent reprendre à leur compte les mêmes luttes mais il y a là des idées à creuser qui permettront d'élever le niveau de conscience de classe, de créer les conditions de mettre en échec la politique du pouvoir.

Les délégués à la Conférence nationale entreprise s'attacheront à rechercher des axes de lutte dans cette voie afin de faire des propositions à l'ensemble des travailleurs.

Les axes d'intervention du PSU devront tenir compte des nouveaux débats introduits dans les luttes dans l'entreprise par la constitution de l'union de la gauche, le programme commun, la polémique PCF-PS, l'insertion de dirigeants nationaux CFDT dans la mouvance du PS et les discussions en découlant dans cette centrale, etc...

Cette intervention du PSU n'est possible que par un renforcement de l'organisation centrant son activité sur les entreprises. Comment ? Ce sera également une importante question à débattre. Chacun comprendra qu'en raison des circonstances cette conférence revêt un intérêt capital pour le développement du parti et le renforcement du courant autogestionnaire dans les entreprises.

Pierrot REGNIER ■

(1) La CNE commencera le samedi 19 à 19 heures au centre administratif à Colombes.

international

Vietnam

La paralysie américaine

Pour l'administration américaine, la stratégie d'attente est aussi une stratégie de la tension. Les déclarations contradictoires se sont multipliées pendant la semaine écoulée : le 8 avril le général Brown, chef d'état-major adjoint, annonçait la préparation d'une intervention militaire. Il n'était pas démenti réellement. Le 9 avril, Schlessinger, ministre de la défense, ne démentait pas non plus l'idée d'une reprise des bombardements sur le Vietnam-nord. Ford multiplie les prises de positions sur la défense du monde libre et le traditionnel : « Nous n'abandonnons pas nos alliés »...

En fait le pouvoir exécutif américain est paralysé : il tente avant toute tentative de solution de paix en Indochine de montrer sa puissance. Le maintien d'une flotte d'intervention pour évacuer le personnel américain de Saïgon est aussi une menace de dissuasion contre l'avancée des forces de libération dans Saïgon.

Mais cette tension, ces mesures de sauvegarde du réduit saïgonnais, le maintien jusqu'au bout de Thieu (lâché pourtant par une partie de sa propre armée, comme en témoigne l'attentat contre son palais du 8 avril) visent aussi à impressionner le peuple américain. Coincée entre les impératifs de son image de gendarme du monde et la pression de l'opinion américaine, l'administration Ford temporise surtout pour sauver la face...

Les forces de libération en profitent et le GRP continue son offensive d'occupation du terrain. Les conséquences de cette avancée prennent un autre visage. Alors que, la semaine dernière, la panique organisée par l'armée de Thieu entraînait des conséquences tragiques pour les populations civiles, l'avancée du FNL apparaît aujourd'hui comme une libération. Les civils collaborent avec les maquisards dans les villes déjà prises (Hué, Da Nang) et dans les campagnes. Le refus de Thieu de tout compromis, de toute discussion avec le GRP correspond au jeu jusqu'auboutiste que l'administration américaine fait jouer à toutes les dictatures qu'elle s'apprête à lâcher. La défense de Saïgon, que Thieu et son premier ministre Ngnuyen Balan prétendent organiser, apparaît comme une sinistre comédie. Car la plupart des forces politiques encore organisées au Sud-Vietnam ne souhaitent plus qu'une chose : négocier.

La victoire du GRP est donc à terme inévitable ; des élections libres dans le sud et la réunification des deux Vietnam, objectifs du GRP depuis des années, apparaissent maintenant possibles. Ce serait la victoire pour un peuple en guerre depuis trente ans. Les accords de Paris le prévoyaient déjà. Les USA et les fascistes sud-vietnamiens ont tenté de l'empêcher jusqu'au bout. Leur défaite aujourd'hui n'en est que plus grande et entraînera des possibilités nouvelles pour tous les peuples opprimés par l'impérialisme américain.

Yves SPARFEL ■

Les dominos à l'envers

« Ce n'est pas notre guerre », entonnent aujourd'hui piteusement les dirigeants américains. Il n'est pas un seul de leurs alliés pour ne pas apprécier la portée de cet aveu de défaite, d'impuissance, sans doute de capitulation, et pour ne pas s'en inquiéter gravement. Le premier pays à en tirer leçon a été la Thaïlande : le gouvernement Thaï essaie de se préserver en demandant la fin de l'utilisation des bases américaines en Thaïlande pour les opérations aériennes au Cambodge, et le départ des forces US d'ici un an ; il entame aussi des démarches pour nouer des relations diplomatiques avec la RDVN. Il y a bien sûr Israël, qui argue de ses craintes sur la valeur des garanties américaines à partir de l'exemple indochinois pour refuser les plans Kissinger.

Mais cette crise de confiance dans la puissance américaine se retrouve au niveau des gouvernements de l'Europe capitaliste. Les bourgeoisies européennes se sont de nouveau rangées sous le leadership politico-militaire des Etats-Unis pour affronter la crise globale profonde qui secoue le monde capitaliste, et pour faire face à la révolution portugaise ainsi qu'à la peur que leur inspire la situation en France, en Italie, en Grèce et surtout en Espagne et au Portugal. Wilson et Schmidt peuvent expliquer que l'enjeu en Europe est tout autre pour l'impérialisme américain et que le soutien des Etats-Unis ne faiblira en aucun cas : cela apparaît plus comme suffisamment rassurant...

Ces répercussions en chaîne de la situation en Indochine sont révélatrices de l'importance considérable de cette région du monde dans la lutte entre révolution et contre-révolution. C'est dire l'impérative nécessité d'un redéploiement de la solidarité active envers la révolution indochinoise. Nous ne pouvons laisser le champ libre à l'intoxication effrénée de la presse bourgeoise et à la tentative de « dédouanement moral » esquissée par Giscard alors qu'il n'a pas ménagé dans le passé son soutien à Thieu et à Lon Nol.

C.L. ■

Pendant que le président ivoirien Houphouët-Boigny (qui n'a rien à refuser à la France) préconisait publiquement le dialogue avec l'Afrique du Sud, Norbert Segard, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, se rendait à Pretoria où il séjourne depuis quelques jours. Le ministre de l'information d'Afrique du Sud a de son côté séjourné à Paris la semaine dernière.
Ainsi est mis fin à une hypocrisie : en sous-main, les gouvernements de la cinquième République ont développé les relations économiques et militaires avec le pays de l'apartheid sans oser y mêler ouvertement l'Etat. Désormais les choses sont plus claires. Et la honte plus grande...

France-Afrique du Sud :
La fin d'une hypocrisie

Depuis quelques mois l'on assiste à un développement sans précédent des liens entre Paris et Pretoria. Après le jumelage Nice / Le Cap et la tournée des Springboks, on ne compte plus les missions commerciales qui se sont rendues en Afrique du Sud. Tour à tour les PDG des principales firmes françaises, dans les branches industrielles les plus importantes, ont séjourné en Afrique du Sud, « **pour jeter les bases d'une expansion des échanges commerciaux entre la France et l'Afrique du Sud** » (AFP).

Après la semaine de la montre française (janvier), une mission économique est partie pour l'Afrique du Sud avec des représentants de firmes spécialisées dans les textiles, les parfums, les cosmétiques, la joaillerie, les vins, etc... Elle précède de peu l'arrivée du ministre français du Commerce extérieur, M. Norbert Ségard. Nul doute que celui-ci parachèvera les contrats en cours : investissements miniers, uranium, centrale nucléaire, etc... Il sera également question de l'achat d'Airbus par la Cie Sud Africaine d'aviation.

Mais le volet militaire de la coopération entre les deux pays est sans doute le plus important et le plus secret. Depuis dix ans, la liste des fournitures militaires s'allonge. Mais elle vient de prendre un essor tout particulier. Sur 48 Mirages « FI » (le dernier né) commandés par l'Afrique du Sud, 16 doivent être livrés au début 1975. Ils bénéficieront des armements les plus perfectionnés fabriqués sous licence en Afrique du Sud. Pour la première fois en temps de paix, un porte-avion français, le « Clémenceau », mouille en rade du Cap, et la France songe à utiliser les installations de la base de Simmonstown que les Anglais veulent abandonner. Jusqu'à l'année dernière, ces ventes d'armes pouvaient être perçues comme un débouché à la production d'armement français. Mais il se profile aujourd'hui à l'horizon une alliance stratégique dont l'enjeu est le contrôle de l'océan Indien et le maintien de la domination occidentale en Afrique.

Au mois de février dernier, on apprenait que l'attaché militaire sud-africain à Paris avait été rappelé par son gouvernement. Il a été nommé chef d'état-major de l'armée de l'air. C'est un spécialiste des questions de défense et d'armements. Pendant son séjour en France, il a participé à la mise au point de tous les contrats d'armement entre les deux pays ; il a « planifié » l'entraînement des pilotes sud-africains en France et leur familiarisation aux techniques de tirs de missiles par hélicoptère.

Par une curieuse coïncidence Paris vient de nommer un nouvel ambassadeur à Pretoria. Celui-ci, M. Jacques SCHRIKE, 54 ans, a passé quatre ans à Washington, puis quatre autres années comme représentant permanent-adjoint de la France auprès de l'OTAN. C'est un spécialiste des questions militaires et de défense. Il a acquis une très large expérience dans ce domaine et fut, de 68 à 60, Secrétaire général adjoint de la Défense Nationale Française.

Il faut ajouter à celà les liens privilégiés que Paris et Pretoria entretiennent avec Téhéran. L'Iran, par la volonté des Etats-Unis, est devenu la puissance militaire du Golfe Persique. C'est l'allié sûr, qui contrôle cette partie du monde. Qui mieux que la France peut contrôler la partie opposée de l'Océan Indien ? Qui, mieux que l'Afrique du Sud, peut servir de pivot, de support, d'appoint à cette stratégie globale ? La mission que l'OTAN paraît avoir assigné à l'armée française semble assez claire...

Jacques BERNARD ■

international

le Portugal entre le 11

La bourgeoisie, loin d'avoir été défaite le 11 mars (même si des coups sérieux lui ont été portés), se réorganise et regroupe ses forces avec l'aide de « l'internationale » des gouvernements « libéraux » d'Europe et l'impérialisme.

Les forces politiques ne chôment pas non plus.

Les partis ouvriers réformistes, chacun à leur manière, craignent par dessus tout leur propre débordement par les travailleurs. S'appuyant, chacun, sur leurs alliés « naturels », leur objectif est la consolidation d'un processus dit de « démocratisation ».

Le PS se prépare à gouverner avec le « centre » si, comme il le pense, les élections en feront le « premier parti ». A partir d'une telle position de force, il pourrait relancer son offensive pour « la » liberté (bourgeoise), c'est-à-dire pour intégrer organiquement le Portugal à l'Europe capitaliste en adoptant ses structures.

Le Portugal vit encore à l'heure des contre-coups de la tentative contre-révolutionnaire du 11 mars. Chacune des forces en présence tente d'aller aussi loin que possible avant les élections. A ce moment, une nouvelle phase de la révolution portugaise s'ouvrira.

Les travailleurs cherchent à consolider et à étendre leurs acquis : entreprises sous administration ouvrière, comités populaires, comités d'occupations, nationalisations...

Les soldats et les officiers radicalisés généralisent la construction de comités dans les casernes et sur les navires, dans la perspective de la destructuration de l'appareil hiérarchisé de l'armée bourgeoise.

le MFA à la croisée

La première assemblée générale du Mouvement des Forces Armées (MFA), depuis le coup manqué du 11 mars va bientôt se réunir. Elle aura pouvoir de décider de la nouvelle orientation économique et politique du pays, et pourra même renvoyer le Conseil de la Révolution issu de l'institutionnalisation du mouvement. Tout dépendra du nouveau rapport de forces au sein du mouvement et de la nature du mouvement de masse qui se développe dans le pays...

Jusqu'à présent, on a assisté à une montée du Parti communiste portugais (PCP) dans les structures du MFA et de l'Etat. Cette influence croissante tient d'abord à la proximité entre le projet politique du PCP et les idées, d'ailleurs assez vagues, de la majorité du MFA. Pour le PC, en effet, le Portugal a besoin d'un capitalisme d'Etat associant les travailleurs dans les structures administratives. Pour lui, l'Etat doit éviter toute « anarchie », et prendre sous son contrôle l'économie du pays, en faisant « participer » les travailleurs à son administration.

M. Aurelio Santos, membre du Comité central du PCP, nous en a donné deux emples : la question agraire et le logement. Pour lui, « **il n'y a pas au Portugal d'occupations de terres** ». L'Etat prend en charge les terres non exploitées et crée des structures pour que les paysans assurent leur mise en culture. Dans le domaine du logement, c'est la même chose : il faut éviter l'occupation illégale des logements vides. Le bruit courait même à Lisbonne cette dernière semaine que le PCP voulait faire passer une loi qui rendrait illégales de telles occupations, et qui permettrait à l'Etat d'entrer en possession des logements vides pour les redistribuer ensuite sous son contrôle.

La majorité du MFA a donc une conception proche de celle du PCP sur le sens du « socialisme » et de la « révolution » : placer, dans l'ordre, l'économie du pays dans les mains de l'Etat. Et le mot d'ordre du PCP « **Unité Peuple-MFA** » répond mot pour mot au slogan de la campagne de dynamisation culturelle lancée par le mouvement : « **Peuple-MFA, MFA-Peuple** ». Après le 11 mars, la position du PCP s'est largement renforcée : l'élimination de la plupart des éléments réactionnaires du MFA a amené une majorité favorable à ses thèses au sein du mouvement, et le nouveau gouvernement comprend trois ministres communistes.

Une armée « populaire »

Mais il faut bien voir que cette montée du PCP n'a été possible qu'en raison de la relative faiblesse de la gauche du MFA — plus précisément celle qui est à gauche du PC — et des organisations d'extrême-gauche.

La gauche du MFA a été jusqu'ici minoritaire au sein du mouvement, mais extrêmement active. C'est elle qui a proposé la première un plan économique (en fait celui du MES, pour l'essentiel) qui comportait déjà la nationalisation des banques et des assurances (mais aussi des commerces extérieur et intérieur, et des industries de base). Cette proposition ne remporta pas la majorité au départ. Après le 11 mars, elle fut adoptée avec le soutien du PCP, mais dénaturée : au lieu d'une destruction du pouvoir économique de la bourgeoisie et de l'instauration d'un pouvoir ouvrier pour la remplacer, on s'est contenté d'une nationalisation classique, contrôlée par une structure étatique dominée au fait par la bureaucratie du PCP.

Cette même gauche du MFA avait proposé l'institutionnalisation du mouvement. Même refus avant le 11 mars. Même acceptation et même dénaturation après : le PCF a profité de la crise pour dominer le Conseil de la révolution issu du 11 mars. De même, dans les casernes : le PCP proposait une « participation » des soldats à la vie des unités, mais en limitant leur rôle à la simple amélioration des conditions de vie et à la résolution des problèmes sociaux. Au contraire, la gauche du MFA a déjà mis en œuvre, dans certaines casernes, des expériences originales et illégales, devant aboutir à la création d'une « armée

Portugal : la révolution en marche

Meeting : Mercredi 16 avril à 20 h 30.

Salle de la Mutualité (rue St Victor - métro Maubert)

Avec :

- **Fernando MARQUES, du bureau politique de la LUAR ;**
- **José DIAZ du bureau politique du MES ;**
- **Lui Magalhäes CARNERO, du bureau politique du FSP ;**
- **Un militaire pour exposer le rôle du MFA ;**
- **Michel Mousel, secrétaire national du PSU.**

mars et les élections

Le PC en collant au MFA cherche avant tout à se renforcer à tous les niveaux de la société portugaise. Montrer sa puissance lui permet à la fois de freiner le mouvement des masses, mais aussi d'orienter le régime, et d'abord le Conseil de la révolution, dans une voie qui puisse s'articuler avec la stratégie soviétique de la détente en Europe.

Le MFA a acquis son institutionalisation : les forces de droite ainsi que le PS qui voudraient bien le voir « rentrer dans les casernes » sont, sur ce point, battues à tout jamais. Mais la bataille pour que cette institutionalisation prenne le sens d'une alliance entre organisations de masse des travailleurs et comités conjoints de soldats et d'officiers n'est pas terminée.

Le projet de constitution adopté maintenant par la quasi-totalité des partis est lui aussi un texte de loi reflétant l'actuel rapport de forces des classes en présence. Prévoyant que le « conseil de la révolution » sera l'organisme « dirigeant » pendant la période « de transition pacifique au socialisme », il ne tient pas compte de l'inévitable polarisation sociale qui se développe chaque jour un peu plus et qui s'exprimera partout, y compris au sein du « conseil » lui-même.

Ainsi les élections, si elles ne changeront qu'en façade la dynamique de la lutte des classes, en changeront les conditions politiques d'expression. Les révolutionnaires portugais eux aussi se préparent en posant les problèmes de l'organisation para-militaire des travailleurs en liaison avec les secteurs radicaux du MFA, de la création d'un réseau de comités populaires de surveillance en préconisant l'extension des mesures anti-capitalistes.

M. N. ■

des chemins

populaire ». On a créé des « organes de décision » composés de soldats, d'officiers de carrière ou hors-cadre, en évitant les mots d'ordre démagogiques — largement exploités par la réaction après le 28 septembre — du MRPP (comme par exemple, le « **soldats = prolétariat + officiers = bourgeoisie** »).

Certes, la position de la gauche du MFA est renforcée depuis le 11 mars, et la majorité du mouvement n'ose plus la taxer « d'infantilisme » ou « d'irresponsabilité ». Mais elle doit proposer une alternative politique crédible aux propositions du PCP et s'appuyer sur un « contre-pouvoir » révolutionnaire cohérent dans le pays. C'est là précisément que jusqu'ici le bât blesse : les quatre ou cinq cents entreprises, même importantes, qui sont « autogérées » au Portugal, font de l'exemple de Lip plus un slogan qu'une réalité concrète. Ces entreprises vivent, dans le meilleur des cas, sur leurs stocks et ne parviennent pas à se coordonner pour créer des chaînes de fabrication ou de distribution qui rendraient crédible le modèle politique et économique qu'elles annoncent.

Dans les campagnes les plus politisées (Beja, Evora), le MES, bien implanté et écouté par les paysans, a du mal à opposer aux mots d'ordre et aux actions du PCP une alternative concrète de pouvoir populaire, et se distingue difficilement du PC, présent depuis longtemps et très radicalisé par la poussée des masses paysannes. Les casernes les plus avancées préfèrent de même à une coordination efficace de leurs initiatives une sorte de surenchère et d'émulation quelque peu « folklorique » qui cède plus à l'apparence révolutionnaire qu'elle n'entame un réel processus de formation d'une armée populaire. Il est de la responsabilité d'organisations politiques telles que le MES, le FSP, ou la LUAR de travailler à la construction concrète d'un contre-pouvoir véritable qui seul garantira l'avenir d'une révolution socialiste au Portugal..

Un double refus

C'est sur de telles initiatives que, dans la période qui s'amorce, pourraient s'appuyer les éléments les plus radicalisés du MFA, mais aussi sur des propositions originales de modèle économique et politique pour le Portugal. L'analyse que font ces éléments de la situation du pays peut se définir d'abord par un double refus. Refus d'un modèle capitaliste de développement qui apporterait certes l'investissement étranger, mais condamnerait la révolution portugaise sans appel, et entraînerait rapidement le retour au Portugal d'une société ultra-répressive en raison de l'amélioration économique du pays. C'est la position défendue au gouvernement par le PS et le PPD, dont l'alliance semble désormais définitive.

Mais il y a un refus tout aussi catégorique du capitalisme d'Etat prôné par le PCP et qui semble rallier à lui aujourd'hui la majorité des membres du Conseil de la révolution. Une telle solution mènerait à un double danger : d'une part, elle est incapable d'empêcher la crise qui résulte de la faiblesse économique du pays (le Portugal importe par exemple aujourd'hui la moitié de son alimentation !), et du blocus économique que subit déjà le Portugal et qui ne cessera probablement de se développer (on connaît là-dessus la position des USA et de la plupart des pays d'Europe occidentale...). Mais elle déboucherait d'autre part sur la formation d'une société bureaucratique et répressive pour les travailleurs.

Dans ce contexte, les organisations d'extrême-gauche ont un rôle urgent à jouer pour imaginer et proposer : on parle de refaire le Portugal à zéro sur des bases non capitalistes, de développer des bases locales qui s'associeraient entre elles pour produire et distribuer, qui chercheraient à assurer au Portugal — en limitant au maximum l'appel à l'étranger — la satisfaction de ses besoins essentiels. On renoncerait au modèle de développement de certains pays occidentaux, mais aussi à la recherche de profit des uns, et à la répression pour tous les autres.

On chercherait les voies originales de la construction d'une économie forgée par tous et pour tous, à l'initiative exclusive d'un pouvoir populaire balayant les féodalités du profit ou de l'autorité bureaucratique.

Le MFA, au cours de sa prochaine assemblée générale, sera effectivement à la croisée des chemins. La question centrale qu'il se posera sera celle de l'orientation économique et politique du pays. Autrement dit : le pouvoir, pour qui ?

Jean PATERNAT ■

à propos du rôle du MFA : les oublis de « Rouge »

Gérard Filoche n'a pas l'habitude de faire le détail. On ne pouvait guère attendre de sa part des nuances dans son article sur le Portugal (Rouge, *n° 292, 21 mars 1975), mais on pouvait espérer moins d'aveuglement. Son raisonnement est simple : le MFA est* « aujourd'hui la force qui perpétue et qui dirige les institutions bourgeoises ». *Le 25 avril ? Une conséquence de la guerre coloniale et une réponse à la crise économique et à la montée des luttes ouvrières. D'ailleurs,* « les jeunes officiers ne se sont engagés initialement que sur des problèmes corporatistes ayant trait à la solde et aux grades ». *Les nationalisations ? Une conséquence des occupations et des exigences des travailleurs. Un point, c'est tout. Une preuve ? Les USA aident le Portugal* « parce qu'il y a encore le MFA ». *La conclusion que tire Filoche a les avantages de la simplicité et les inconvénients de la simplification :* « C'est la politisation de la classe ouvrière, le renforcement du pôle révolutionnaire qui mettra à jour les contradictions de la ligne du PCP et pèsera ainsi en dernière instance sur la décomposition, la scission, l'épuration et la défaite de l'actuel MFA ».

Ce qu'oublie simplement Filoche, c'est que le MFA a pris l'initiative de détruire le fascisme au Portugal, que le MFA a préservé trois fois la poursuite du processus révolutionnaire, qu'il a pris l'initiative de décoloniser rapidement et parfois en aidant les forces progressistes (Rosa Continho en Angola) (1).

Filoche oublie surtout qu'il y a un débat au sein du MFA, entre son actuelle majorité réformiste et une forte minorité révolutionnaire, que l'actuelle hégémonie de la ligne du PCP sur le MFA ne sera renversée que par la construction d'une dualité de pouvoir autonome des travailleurs, et par des contre-propositions concrètes sur le type de réponse à apporter à la crise économique et sociale du pays.

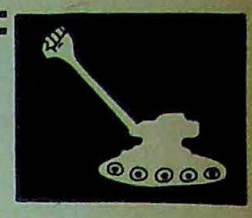
L'heure n'est plus au Portugal à la popularisation d'« exemples », ni à la demande d'un « droit » à s'organiser. Elle est à la multiplication des initiatives d'auto-organisation des masses à leur coordination ; elle est à la construction dans toutes les casernes d'un nouveau type d'armée associant soldats et officiers au sein de nouveaux organes de décisions (ce qui a déjà commencé... à l'initiative de certains officiers du MFA) ; elle est enfin à la liaison entre elles des casernes, sans tomber dans le piège tendu par le PCP d'un syndicalisme qui récupèrera l'apolitisme de nombreux soldats.

En prenant conscience de tout cela et aussi de bien d'autres choses, Filoche comprendra alors, peut-être, que l'aide américaine ne s'explique pas par la présence du MFA, mais qu'elle est suspendue au résultat des élections du 25 avril et à une éventuelle prise en charge du pays par le PS et le PPD. Mais à cela aussi, le MFA a déjà répondu par son institutionnalisation, réclamée depuis longtemps par ses membres les plus radicalisés.

Jacques PELEPRAT ■

(1) Nous reviendrons, dans un prochain TS, sur les contradictions de sa politique actuelle dans ce pays.

Armée : quel syndicat ?



Suite à sa conférence nationale (TS n° 649), Information pour les Droits du Soldat lance une campagne pour les droits syndicaux et pour la préparation des Etats-Généraux des Soldats, Marins et Aviateurs. Il importe de donner le maximum d'ampleur à cette campagne. Après les déclarations d'Edmond Maire, le revirement de la Ligue Communiste (LCR), le succès de la conférence d'IDS, devant les interrogations de la Jeunesse communiste et de la CGT, face aux hésitations et concessions désordonnées du pouvoir, la question du syndicat des soldats est plus que jamais d'actualité...

Nous ne sommes ni pour le « syndicat de classe des appelés », ni pour la prise en charge intégrale des luttes des soldats par le mouvement syndical ouvrier. Les risques de telles positions (développées en partie par la LCR) sont trop grands. C'est s'illusionner sur le fait que les divergences de classes passent entre appelés et engagés ; c'est réduire la lutte des soldats à la lutte des appelés et — par là même — discréditer l'idée du syndicat aux yeux des engagés et sous-officiers. Les appelés, les comités de soldats n'ont rien à y gagner. Les révolutionnaires non plus.

Si nous ne répondons pas aux préoccupations et revendications des engagés, d'autres s'en chargeront. Isoler les engagés du combat syndical revient à les rejeter dans le ghetto fasciste. L'exemple hollandais est là aussi riche d'enseignements. Le syndicalisme dynamique du VVDM, en s'adressant exclusivement aux appelés, a laissé le champ libre aux associations professionnelles et « apolitiques » des engagés, sur lesquelles le commandement peut s'appuyer.

Le deuxième danger est de réintroduire à l'intérieur des casernes les divisions existantes. Introduire abstraitement de tels clivages ; affilier un éventuel syndicat à telle ou telle centrale ne peut servir que de repoussoir. Il ne faut pas oublier que la grande majorité des appelés (lycéens, apprentis, chômeurs, jeunes travailleurs) et la totalité des engagés ignorent tout de la vie syndicale, de ses traditions et de ses problèmes. La seule tradition qu'ils partagent est celle de leur mouvement, celle des comités de soldats ; c'est une tradition, une expérience profondément unitaire. Les conditions de leur lutte (répression...) la nature de leurs objectifs (droits démocratiques élémentaires) concourent au maintien de cette tradition, de cette unité. Il n'est donc pas non plus dans notre intérêt de participer à la réalisation de telles opérations.

Alors quel syndicalisme ? Quels liens avec le mouvement ouvrier ? La réponse à ces questions se trouve dans la conception que l'on a de l'intervention des révolutionnaires dans l'armée et dans l'analyse que l'on fait de la crise de l'institution.

Notre intervention dans l'armée est une nécessité pour assurer la victoire des travailleurs, le succès de la révolution socialiste. Une nécessité qui ne dépend donc pas des conditions objectives de cette intervention, du cadre dans lequel elle se situe. Si l'existence d'un contingent nécessite une action en son sein (lutte contre l'embrigadement de la jeunesse) et facilite le travail révolutionnaire dans l'armée, elle n'est en aucun cas la justification de celui-ci. Notre axe est de développer les luttes du contingent ; notre préoccupation première est de gagner le corps des engagés. L'oublier nous désarmerait devant une éventuelle réforme militaire (service à 6 mois, service fractionné, voire suppression de la conscription). C'est ne pas tenir compte du fait que les bases, les noyaux d'une armée de métier existent (gendarmerie, absence d'apprentissage réel des armes, monopole des engagés sur les armes sophistiquées, forte proportion de ceux-ci dans la marine, et l'aviation). La révolte du contingent n'est que le reflet d'une crise plus profonde qui traverse tout l'édifice.

La stratégie nucléaire a produit des reclassements dans le personnel militaire. En effet, rendre opérationnel une armée nucléaire demande un personnel plus particulier, plus qualifié. L'image traditionnelle du militaire change ; le technicien tend à remplacer le baroudeur. Une réflexion sur la finalité de l'armée, de son personnel apparaît. Pris entre un contingent qui accepte de moins en moins les contraintes de la vie de caserne et un commandement qui est une véritable caste militaire, les sous-officiers et engagés sont au centre de la crise. Un embryon de conscience « prolétarienne », de réflexes de classe peut voir le jour. Ces réactions sont facilitées chez de nombreux engagés par le fait d'être en contact direct avec des civils de même qualification (arsenaux, marine, aéronautique). S'appréhender comme travailleur pose peut-être moins de problèmes à certains engagés qu'avant. La pénurie de volontaires, les désertions courantes, l'augmentation des délits divers parmi les petits engagés (vol, révolte, refus d'obéissance), le non-réengagement de plus en plus grand sont autant de signes de cette crise. Le Draguignan des engagés n'est peut-être pas si lointain.

La base d'une syndicalisation existe donc et chez les appelés, et chez les engagés. Plaquer les pratiques et usages du syndicalisme ouvrier n'aurait aucun sens. Cela équivaudrait, non seulement à nier l'expérience des comités de soldats, mais aussi à méconnaître la spécificité du milieu, ses rythmes, sa nature. Un militaire ne sera jamais totalement un travailleur, sous l'uniforme, comme les autres ; ses tâches, la finalité de ses missions, son rôle en font — même s'il est syndiqué — un instrument du pouvoir. Le lien organique avec le mouvement ouvrier n'est pas l'essentiel, car l'existence même, dans ces conditions, d'un syndicat démocratique des appelés et engagés est un acte subversif, et en fait un instrument de contrôle au service des travailleurs. La liaison avec le mouvement ouvrier se fera bien plus au niveau de l'organisation des futurs appelés, de la lutte contre la militarisation, du contrôle sur la préparation militaire, et de la formation des cadres (formation des officiers à l'université ou dans le cadre de la formation permanente), d'un réel apprentissage des armes sous contrôle des syndicats.

De par sa place au cœur d'une institution répressive, le syndicalisme militaire ne peut être qu'autonome. Notre réflexion doit se porter sur des expériences similaires : Syndicat de la Magistrature, syndicat Monatte de la police. Tels sont les éléments qui guident notre action pour la construction d'un syndicat des soldats et sous-officiers, appelés et engagés. Syndicat qui est la seule garantie de neutraliser les noyaux fascistes, de désorganiser toute tentative contre-révolutionnaire et d'aider le mouvement des travailleurs à la destruction de cette armée et au renversement de l'Etat bourgeois.

Bertrand JULLIEN ■

A.R.V.E.L.

une association à votre service

Il existe encore de vrais villages de pecheurs !

Passez vos vacances à Valun, village yougoslave logt chez l'habitant, repas collectif au restaurant, 2 sem. : 600 F. Réduct. pr enfants

Autres formules de séjour, avec ou sans voyage en avion, lgt en hôtel modeste ou confortable, en Yougoslavie, Autriche, Tunisie, etc...

Circuits : Tunisie, Turquie, Laponie, Inde, etc...

A.R.V.E.L. - 12 A, Bd des Brotteaux 69006 Lyon Tél. (78) 52.56.48

Bernard Remy : le transfert à Bayonne...

Bernard Rémy et Manu Grillet, incarcérés à Gradignan pour refus d'obéissance, ont été abusivement transférés le 4 avril dernier, au mépris des intérêts élémentaires de la défense, l'un à Bayonne, l'autre à Rochefort.

Cette mesure d'isolement et d'intimidation a d'évidentes raisons : la série d'articles parus ces derniers temps dans Libération et Tribune socialiste, l'appel à la solidarité signé par plusieurs intellectuels dans le Monde des 30 et 31 mars, l'annonce de la constitution dans la prison de Gradignan d'un syndicat de soldats, la protestation qui se développe dans cette maison d'arrêt où les suicides se multiplient et l'explication que Bernard Rémy et Manu Grillet ont eue avec Madame Hélène Dorlhac venue « apaiser les esprits », la perspective prochaine d'un rassemblement de soutien aux objecteurs, déserteurs et insoumis à Bordeaux même etc...

Le comité de soutien s'élève contre les méthodes hypocrites des autorités et saisit l'occasion pour signaler la publication d'un long texte de Bernard Rémy préfacé par Claude Bourdet : « Bernard Rémy, à propos de son procès : l'armée contre le mouvement populaire » (1).

Le comité de soutien à Bernard Rémy ■

(1) A commander ou à retirer aux Editions Syros 9, rue Borromée, Paris-15e (3 F).

« Je m'appelle Rosa Luxembourg » et « Doit-on le dire »

Théâtre

révolution et bonheur individuel

Deux spectacles extrêmement différents mais qui, chacun à sa façon, sont une méditation sur les rapports entre la révolution à faire et la poursuite du bonheur individuel.

Dans **Je m'appelle Rosa Luxembourg,** cette méditation est le tissu même d'un propos que Marianne Auricoste a tiré des lettres de Rosa. Lettres nombreuses, lettres de militante séparée de l'homme qu'elle aime par l'éloignement ou par la prison, mais qui, toutes, font entendre le même refus du dessèchement du quotidien par l'esprit et du rejet à un temps plus éloigné du bonheur immédiat. Et ce sont ses reproches à Léo Jogiches qui, au lieu des mots simples qui font vivre, lui écrit six pages de dissertation sur le PPS, ses regrets sur les parents que, lancée dans l'action « à l'échelle mondiale », elle a laissé mourir sans tendresse. Dans ces prisons où l'heure se traîne (**« C'est mon troisième Noël sous les verroux »**) et où elle devient **« comme une écorchée »**, elle affirme un **« incorrigible bonheur »** qui reste pour elle règle de vie : **« Un monde doit être renversé, mais toute larme versée alors qu'elle aurait pu être essuyée est une accusation ».**

Pour cette générosité d'esprit de celle qui, avec Maïakovski, le seul qui ait su parler de la révolution avec les mots de l'amour, est une plage lumineuse du socialisme, il faut aller voir le spectacle de Marianne Auricoste et l'aider à tirer Rosa de l'insupportable ghetto qu'est pour elle le quartier Pigalle. (1)

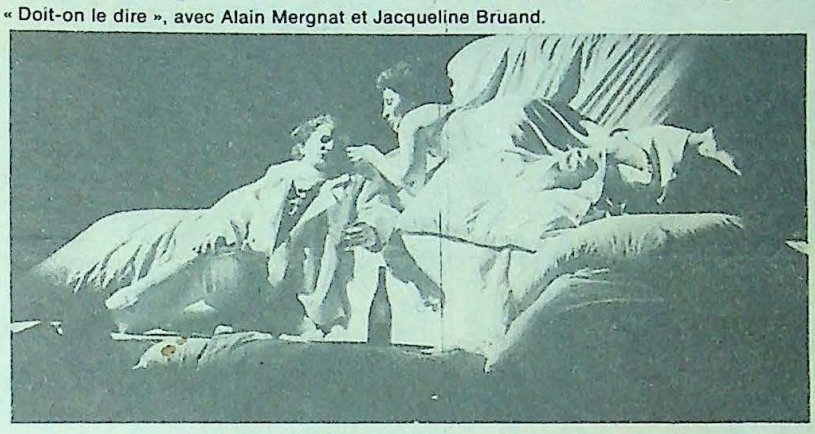
Pour Alain Mergnat, artisan résolu des progrès d'une conscience politique dans le public, la notion de bonheur a été vidée de son sens à l'ère bourgeoise par une minorité d'exploiteurs qui, ne se maintenant aux commandes que parce qu'en régime capitaliste l'argent travaille tout seul, n'ont de goût que pour ce qu'ils possèdent. Sans autre morale que celle du respect — par les autres — de leurs biens, ils développent, entre leur coffre-fort et le lit conjugal (être cocu ou ne pas l'être, c'est là la question), une mystique du bonheur au petit pied, amalgame de confort intellectuel et de plaisir facile qui, pour être pleinement goûté, demande à l'être devant témoins.

Or la pièce sur laquelle Alain Mergnat étaye son propos, **Doit-on le dire ?** de Labiche, écrite en 1872, est encore marquée par les contrecoups de la Commune. Quand les incendies s'allument dans les maisons bourgeoises, personne ne les croit dus au hasard. Le trait de génie de Mergnat est d'avoir fait se développer la menace. Le monde des bourgeois (un fabricant de bougies qui n'éclairent pas, un ambassadeur qui vend des décorations...) est constamment cerné par les allées et venues d'un lumenprolétariat, gens de maison et personnel des entreprises. Ces individus sans visage pour leurs maîtres, témoins interchangeables d'une vie qui n'est pas la leur, sont pourtant les seuls réels. Ils comprennent vite quelle négation de tout sentiment et de toute valeur humaine est ce bonheur qui s'étale sous leurs yeux et, fermant leur baluchon, ils vont en conquérir un autre. Ainsi se trouve développé un sous-texte de contestation, tandis que le jeu des comédiens donne toute sa vertu au comique des situations et à la cocasserie verbale. (2)

Dominique NORES ■

(1) **Je m'appelle Rosa Luxembourg** se joue à 22 h au Théâtron, 2 rue Frochot Paris 9e.
(2) **Doit-on le dire,** Théâtre de Bourgogne.

« Doit-on le dire », avec Alain Mergnat et Jacqueline Bruand.



TEP
direction guy retoré
théâtre national
8 avril - 24 mai
Androclès et le lion
de Bernard SHAW
mise en scène Guy Rétoré
AU PETIT TEP
bachir touré
Carrefour
jusqu'au 27 avril
17 rue Malte-Brun 75020 Paris
Mº Gambetta - tél 636.79.09

FORMEZ ET INFORMEZ
par minicassettes
DUPLICATION GUNTHER
72, Av. Gl-Leclerc 14e 734.55.36

Halte au programme nucléaire. Tous le 26 avril 15 heures : Place de la République.

Aguirre, la colère de Dieu

Cinéma

Parano sur un bateau ivre

Et si la légende de l'Eldorado n'avait été lancée par les Indiens que pour égarer les conquistadores ? C'est l'hypothèse initiale de l'étrange et somptueux « film d'aventure » de Werner Herzog. Le scénario est tiré du journal authentique d'un moine qui accompagna une des colonnes espagnoles. Il ne faut pas y chercher une analyse des origines de l'impérialisme que constituèrent les grandes expéditions du XVIe. On ne voit guère les Indiens, sinon comme esclaves écrasés sous des poids invraisemblables. Mais on sent constamment leur hostile présence, invisible dans l'inextricable enchevêtrement végétal et aquatique de l'Amazonie, leur domaine. De temps en temps, une flèche, partie d'on ne sait où, abat un des reitres, engoncés comme de lourdauds insectes dans des cuirasses qui rouillent à vue d'œil. Alors, au hasard, l'expédition tire de dérisoires coups d'un canon qui porté, poussé, tiré, hissé, rouillé lui aussi, retarde sa progression mais garantit — symboliquement — sa puissance technicienne. Puis l'incessant jacassement des perroquets, un instant interrompu, reprend ses droits sur l'immensité glauque et visqueuse.

La puissance et la gloire

Joué par Klaus Kinski (rescapé des westerns-spaghetti), tout en regards hallucinés, en ordres murmurés d'une voix blanche et farouche, en gestes coupants comme des sabres, en machoires serrées et poings crispés, Lope de Aguirre est un des lieutenants de Pizarro. Saisie par l'obsession de l'or, l'expédition, encombrée d'un incroyable barda tout roidement transplanté d'Espagne en Amazonie (chaises à porteurs pour noble adipeux et dames en dentelles, armures et armes inutiles, cheval de race), affronte les murailles des Andes, la touffeur de l'enfer vert, les pièges des marécages, la fureur du fleuve, le harcèlement des Indiens.

Mais Aguirre, lui, est en plus possédé par la soif du pouvoir. Il se rebelle contre la couronne, fait pendre le chef de l'expédition, décapiter les indécis, et sur un radeau construit au prix d'efforts sans nom, défie les chutes mugissantes du fleuve, pour aborder enfin, impuissant, le désolant calme plat des bras multiples de l'Amazone. Et tout ça, pour régner, en maître absolu d'une poignée de soudards abouliques et sadiques, sur des millions d'hectares impénétrables...

Le bruit et la fureur

Dans une étouffante atmosphère de déréliction, la petite troupe que faim, fièvres et flèches déciment, fond un peu chaque jour. Une dernière image extraordinaire, prise d'un hélicoptère tournoyant comme un charognard, nous montre Aguirre seul, exalté, arpentant le radeau encombré des corps de ses compagnons et envahi de singes, et affirmant encore sa volonté de puissance sur l'univers entier, lui qui se voulait « la colère de Dieu ».

Herzog ne nous montre pas les conséquences de l'intrusion occidentale sur ceux qui la subirent. Ce n'est pas son propos. Comme Girones dans sa mise en scène du **Règne blanc,** il s'attache à **« connaître l'effet du pouvoir sur ceux qui l'exercent »** et son Aguirre n'est pas sans rappeler le terrifiant Mortimer que Guenoun a tiré de Marlowe. On peut voir aussi dans ce film envoûtant une parabole plus fondamentale. D'une part, les Indiens dans la nature (du côté de chez Clastres et Jaulin) ; de l'autre, un détachement de la « culture » complètement paranoïaque de l'Occident impérialiste (du côté de chez Deleuze et Guattari). Et au bout de l'histoire, spongieux, rongé, rouillé, pourri, un radeau chargé de singes, qui dérive sur l'eau verdâtre et immobile. Ces images en disent plus long sur les peurs occidentales que tous les « films à catastrophes » qui déferlent actuellement sur les écrans.

Jean-François HEROUARD ■

● AGUIRRE LA COLERE DE DIEU. Studio des Ursulines 5e, UGC Marbeuf 8e

Le 26 avril, même s'il n'est qu'une étape dans la lutte contre le programme nucléaire français, se présente déjà comme un renforcement considérable du camp des opposants au projet Westinghouse-EDF du « tout nucléaire ».

Chaque jour se constituent localement de nouveaux groupes autour de Braud Saint-Louis, à Grenoble, à Belfort, en Touraine, souvent à l'initiative du PSU et des mouvements écologiques locaux. Parfois aussi par cette « génération spontanée » qui est le propre des mouvements vraiment profonds. Il est impératif que tous ces mouvements soient coordonnés dans la perspective du 26 avril.

ADRESSES UTILES :

— Coordination des mouvements écologiques, Cité fleurie, 56, boulevard Arago, Paris 13e.
— Amis de la terre, 16, rue de l'Université Paris 6e - (261.27.90)
— PSU, 9, rue Borromée, Paris 15e - (566.45.37)

Outre les actions sur le site des centrales elles-mêmes (Paluel, Gravelines, Braud-Saint-Louis, etc...), la manifestation décisive a lieu à Paris, siège des princes qui nous polluent. Toute section du PSU, tout groupe écologique — et de préférence les deux ensemble — s'il n'ont pas d'engagement antinucléaire le samedi 26 avril peuvent avoir (s'ils s'en occupent dès aujourd'hui) la chance de participer au grand défilé clos par un bal populaire qui partira de la République à 15 heures. S'il n'y a pas de train, un car fera d'autant mieux l'affaire qu'il sera un support ambulant à la contestation antinucléaire.

A l'énergie du désespoir, nous opposerons l'énergie de la fête. La manifestation sera aussi le lieu où l'on se retrouve, où l'on chante, où l'on danse. Nous avons programmé ballons et tee-shirt, light show et fanfare. La joie, aussi, est une arme...

EDF...
Triche encore

Avant même d'être entamée, la construction des centrales coûte cher à l'EDF... C'est-à-dire à nous-même, contribuables et usagers. C'est ainsi qu'après avoir pendant des années fait le silence sur la réalité de ses projets, la direction générale de l'EDF organise petit voyage sur petit voyage dans le Val-de-Loire à Chinon, avec gueuleton et Chambord à la clef.

Peu importe pour elle que Chinon n'ait aucun point commun avec le programme français (filière Westinghouse) : l'essentiel est d'en mettre plein la vue pour pouvoir s'en mettre plein les poches. Si cette opération séduction a partiellement marché à Flamanville, elle a piteusement échoué à Port la Nouvelle.

A nous de faire en sorte que les Catalans soient suivis partout en France. L'exemple allemand (Whyl) et suisse (Kaiserhaugt), où les emplacements prévus des centrales sont occupés par la population, laisse bien augurer à cet égard de la journée du 26 avril. ■

Contre l'énergie du désespoir la fête anti-nucléaire